

Rapports et documents d'enquête

sur les attentats commis par les troupes allemandes
pendant l'invasion et l'occupation de la Belgique

en 1914-1918

dans les cantons luxembourgeois d'Arlon, de Virton,
d'Étalle, de Florenville et de Messancy



Plaquette mise en ligne en septembre 2013 par et sur le site *eglise-romane-tohogne.be*
Tous droits réservés

Dans la perspective de la commémoration du Centenaire de la Guerre 1914-1918, les Groupements et Associations belges intéressés par la diffusion de cette plaquette peuvent obtenir gracieusement l'autorisation de la reproduire en prenant contact avec le site précité.

Les textes qui constituent cette plaquette ont été extraits du livre
«RAPPORTS ET DOCUMENTS D'ENQUÊTE»
PREMIER VOLUME - TOME I

**RAPPORTS SUR LES ATTENTATS COMMIS PAR LES TROUPES ALLEMANDES PENDANT L'INVASION
ET L'OCCUPATION DE LA BELGIQUE**

(Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre)

Bruxelles : Albert De Wit, lib.-édit. ; Veuve Larcier, édit. - Liège : Georges Thone, impr. - 1922

*Dessin de couverture d'Edmond Van Offel (extrait des fascicules «**Les journées d'août 1914 dans le Luxembourg belge**» par L.C.M. d'Ars
- Publication «**La Belgique héroïque et martyre**» - Imp. L. Opdebeek, Anvers) - Actes barbares à proximité d'Ethe.*

INTRODUCTION

D'accord avec le Département de la Justice, la Commission fit procéder, par les soins des parquets et des juges d'instruction, à une enquête générale sur tous les faits de violences, de sévices, d'excès, d'atrocités, de destructions et d'atteinte à la propriété privée commis par l'armée allemande, spécialement pendant la période d'envahissement du territoire en 1914.

Cette enquête, commencée immédiatement après l'armistice, eut souvent lieu au milieu de très grandes difficultés, la réorganisation du pays, enfin délivré de l'envahisseur, absorbant une grande partie de l'activité des parquets. Dans beaucoup d'arrondissements, les moyens de communication faisaient défaut, les voies ferrées et les routes ayant été détruites par l'ennemi; une partie de la population, en fuite depuis l'invasion et la destruction de ses foyers, se trouvait encore à l'étranger. Dans ces arrondissements, l'enquête n'eut lieu qu'au fur et à mesure des possibilités, ou après le retour des habitants.

Dans certains arrondissements, l'enquête fut faite par le procureur du roi lui-même ou par un de ses substituts, ailleurs par le juge d'instruction du siège ou par un magistrat du tribunal délégué à cette fin; dans certains cantons, elle fut faite par le juge de paix, tandis que, dans certains endroits, le parquet fut aidé par la police judiciaire et la gendarmerie, qui recueillirent les témoignages des habitants; dans un cas particulier, l'enquête fut dirigée par un délégué de la Commission d'Enquête, M. l'avocat Soukin. Le fait qu'une méthode unique ne fût pas appliquée, n'eut évidemment aucune influence sur la valeur de l'enquête, tous les magistrats qui y procédèrent étant légalement qualifiés pour instruire des crimes et des délits commis dans leur ressort. Les enquêteurs agirent en pleine liberté et sous la seule impulsion de leur conscience.

Ce sont les documents ainsi recueillis — auxquels il convient d'ajouter les mémoires, les relations et même les simples notes, écrits au moment où se déroulaient les événements —, qui servirent de base aux rapports. La Commission écarta tous les témoignages qui manquaient de précision, de netteté, de mesure ou de pondération. Les autres témoignages furent examinés un à un et confrontés les uns avec les autres. Des enquêtes supplémentaires furent faites, des précisions réclamées aux parquets ou aux autorités communales. Aucun moyen d'arriver à la vérité ne fut négligé.

Il eut été intéressant et désirable de publier tous les documents ainsi réunis, mais la Commission dut se borner à reproduire intégralement les dépositions et rapports essentiels.

Les Allemands, au courant des faits odieux révélés à leur charge dès les premiers jours de la guerre, réunirent, dans le Livre Blanc, présenté par eux comme étant le résultat d'une enquête impartiale, les déclarations de soldats allemands répondant à des questions posées par ordre, et les témoignages arrangés et tronqués de civils belges, dont quelques-uns, menacés et terrorisés, ne pouvaient parler librement. Non contents d'avoir massacré des

milliers de civils innocents, d'avoir brûlé et dévasté leur demeure, ils s'efforcèrent de déshonorer leurs victimes.

La Commission d'Enquête ne s'en tint pas à la réfutation contenue dans le Livre Gris (1); elle procéda à une nouvelle enquête complète et impartiale, poussant à l'extrême le souci de ne mettre à charge des troupes allemandes que les crimes et délits parfaitement établis. Car non seulement elle ne tint aucun compte des faits de gravité secondaire — bien que des milliers en aient été révélés — tels les extorsions, menaces de mort, vols, coups et blessures, pillages isolés, maraudages, etc. —, ni des nombreux crimes et délits de droit commun commis par les soldats allemands, tant au moment de l'envahissement, que pendant l'occupation du pays et au cours de la retraite, mais elle négligea encore les cas fréquents où la mort de la victime, survenue sans témoins, pouvait avoir été provoquée par une balle égarée, où l'incendie pouvait être attribué à un accident et où le pillage avait eu lieu sans témoins oculaires. Bien que dans la plupart de ces cas la culpabilité des soldats allemands ne fit aucun doute, la Commission ne voulut pas en tenir compte. L'on peut donc affirmer, de la façon la plus catégorique, que les faits délictueux retenus à charge des troupes allemandes par la Commission d'Enquête, constituèrent, en ce qui regarde la Belgique, le minimum des crimes et des délits de toute nature, dont l'Allemagne était responsable devant la conscience du monde.

Le Gouvernement belge n'était pas sans connaître les théories professées par l'état major allemand quant à la nécessité de conduire la guerre avec une rigueur implacable et de terroriser l'ennemi, afin d'obtenir une victoire plus facile et plus rapide. Aussi le Gouvernement du Roi a-t-il, dès le premier jour de la guerre, prescrit les mesures les plus minutieuses, afin de prévenir toute participation de non-combattants aux actes de la guerre et pour rendre impossible toute confusion entre la garde civique non active, chargée uniquement d'une mission de police, et la population civile. Au fur et à mesure que se déroulaient les événements, de nouvelles instructions vinrent confirmer et préciser les ordres donnés. Une note préliminaire, pages 1 à 12 du volume dont sont extraites ces pages, donne la liste des mesures prises, ainsi que le texte intégral des instructions données par le Gouvernement aux administrations subordonnées et notamment, par l'intermédiaire des Gouverneurs des provinces, aux autorités communales du pays entier.

Sauf peut-être dans quelques communes près de la frontière allemande qui, envahies par l'ennemi dès les premières heures de la guerre, ne purent plus être touchées par les instructions du Gouvernement, partout les habitants, exécutant les ordres affichés par les administrations communales, déposèrent les armes qui se trouvaient en leur possession dans les locaux communaux dési-

(1) Royaume de Belgique. Réponse au Livre Blanc allemand du 10 mai 1915. — Paris Berger-Levrault, 1917.

gnés à cet effet. Dans le désarroi de ces heures angoissantes, quelques rares habitants crurent, semble-t-il, que seules les armes utiles à la guerre devaient être déposées entre les mains des autorités communales et qu'ils pouvaient conserver chez eux les armes dont l'inefficacité au point de vue militaire était manifeste, tel un vieux fusil de chasse, une ancienne arme de guerre, une carabine Flobert ou quelque autre arme inoffensive. Dans les quelques cas où des armes furent ainsi gardées et trouvées — et ces cas se trouvent signalés dans les rapports —, le châtement fut terrible. Sans forme de procès, sans vouloir rien entendre, les Allemands fusillèrent sur place leurs détenteurs. Partout ailleurs, les habitants déposèrent dans les dépôts communaux jusqu'aux armes anciennes, objets de collections ou souvenirs de famille. Presque partout, ainsi qu'il a été prouvé par l'enquête, les plus belles et les plus précieuses de ces armes furent enlevées par les officiers allemands et envoyées en Allemagne. Ces cas sont si nombreux, qu'ils prouvent déjà par eux-mêmes que les mesures prises par le Gouvernement belge furent exécutées par les autorités communales et rigoureusement observées par l'ensemble de la population.

Les premières communes envahies par les Allemands furent à ce point surprises par la rapidité des événements, qu'aucune résistance à l'ennemi n'aurait pu être organisée. Et cependant ces communes, dont la population inoffensive n'avait pas quitté ses foyers, furent immédiatement le théâtre des pires excès : dès le 4 août, des civils furent massacrés à Herve et à Fléron ; le 5, de nombreux habitants furent tués à Dalhem, Fexhe-Slins, Aubel, Nandrin et Verviers ; le lendemain, les mêmes faits se passèrent à Herstal, Grivegnée, Louveigné, Jehay-Bodegnée. Ces massacres furent accompagnés de pillages et d'incendies. Or, dans toutes ces communes, on signala la présence de troupes allemandes appartenant à des unités différentes ; toutes ces troupes, se dirigeant à marches forcées vers la France, ne firent que traverser le pays. Dans une même commune, les contingents succédèrent sans interruption aux contingents. Et cependant les tueries, les incendies, les pillages se prolongèrent partout pendant plusieurs jours. Si ces crimes pouvaient être considérés comme des actes de répression, il est évident que seul le détachement, qui croyait avoir à se plaindre de la population civile, aurait fait subir à la commune le châtement imposé, et que les contingents suivants se seraient abstenus de continuer l'œuvre de mort et de dévastation commencée par les premières troupes. Au contraire, les derniers arrivés non seulement toujours continuèrent, ils étendirent souvent et aggravèrent les crimes commis par ceux qui avaient passé avant eux.

Si les habitants des premières communes envahies, en général, restèrent dans leurs foyers, dans la plus grande partie des autres localités, et notamment dans les communes rurales des provinces de Namur et de Luxembourg qui subirent également l'invasion dans les premiers jours de la guerre, la majorité des habitants avaient fui dès l'approche des troupes allemandes et s'étaient réfugiés dans les campagnes ou les bois environnants. Ceux des habitants qui étaient restés chez eux se tenaient cachés dans leurs maisons, généralement dans les caves, où ils se croyaient en sûreté. Un nombre très considérable de dépositions commencent par les mots : « Nous étions tous descendus dans la cave où nous nous tenions cachés... ». Loin donc de songer à organiser la résistance ou même de manifester des velléités agressives, la population se montrait, au contraire, soucieuse de se mettre à l'abri et d'éviter tout contact avec un ennemi, dont elle avait appris, par la rumeur publique, à redouter les excès. Et l'on ne saurait dire quelle partie de la population — de celle qui est restée cachée dans les maisons, de celle qui a fui et s'est réfugiée dans les campagnes ou les

bois, ou de celle qui, comme dans la Flandre Occidentale, au moment des batailles de l'Yser, a continué à vaquer tranquillement aux travaux des champs —, a proportionnellement le plus eu à souffrir du système de terrorisme, que les Allemands appliquèrent avec une rigueur implacable dès le premier jour de l'envahissement du pays. Que ce fut bien un système, il faut le conclure du fait que les mêmes crimes — pillages, vols, incendies, assassinats —, ont eu lieu aux mêmes époques, dans de nombreuses communes urbaines ou rurales, centres industriels ou agricoles, dans des circonstances à peu près identiques, et que ces crimes ont pour auteurs des soldats, des sous-officiers, et des officiers appartenant à de nombreux régiments des armées envahissantes.

Les principales violations du droit des gens eurent donc lieu à peu près au même moment dans un grand nombre de communes. Et comme les auteurs de ces crimes appartenaient à des régiments différents, qui la plupart du temps n'avaient aucun contact direct les uns avec les autres, il faut bien en conclure à des manifestations d'un état d'esprit imprégnant toute l'armée allemande, depuis le simple soldat jusqu'au commandant en chef : les soldats commirent les crimes, les officiers y collaborèrent effectivement ou moralement, les officiers généraux approuvèrent ou laissèrent faire, lorsqu'ils ne donnèrent pas eux-mêmes l'ordre de les commettre.

Les principaux attentats contre les personnes et les propriétés dont les Allemands se rendirent coupables en Belgique consistent : dans le meurtre et l'assassinat de non-combattants ; dans la contrainte, exercée avec menaces de mort et coups sur des civils pour les forcer à servir de bouclier aux troupes d'attaque ; dans l'incendie volontaire, sans aucun but militaire, d'édifices publics et de lieux habités ; dans le pillage des habitations et des magasins ; dans le vol et l'extorsion de sommes d'argent et de valeurs ; dans le vol, l'enlèvement ou la destruction d'objets mobiliers, d'archives, de marchandises, de bétail, etc.

Il était matériellement impossible de faire mention dans les rapports, de toutes les destructions et de tous les vols ou pillages. Si à certains endroits, il est fait spécialement mention d'un délit de cette espèce, ce n'est que par exception, dans le cas où le vol ou l'extorsion a eu lieu dans des circonstances particulièrement caractéristiques de la mentalité des chefs et des soldats allemands. Beaucoup de valeurs et objets volés ont été envoyés en Allemagne et principalement les objets d'art ou de collection, les meubles anciens ou précieux, et même des objets appartenant au culte.

Quand les habitants avaient fui, les Allemands en tiraient prétexte pour piller les maisons abandonnées ; quand les habitants n'avaient pas quitté leur demeure, le moindre incident suffisait pour justifier le pillage. Mais ce sont surtout les communes, où des civils furent tués et des maisons incendiées, qui ont été pillées à fond par les troupes allemandes. Dans beaucoup de ces communes, le pillage fut même organisé systématiquement, les soldats se rendant, sous le contrôle de leurs chefs, de maison à maison et de rue à rue, enfonçant les portes et les fenêtres, fracturant les meubles et les coffres-forts, emportant ce qui était à leur convenance, brisant souvent le reste à coups de hache, à coups de crosse et à coups de pied. Les caves des habitations étaient soigneusement vidées et le vin et les liqueurs, bus sur place. La boisson surexcitait l'ardeur des soldats au pillage et à la destruction. Là où l'orgie ne suivait pas le meurtre, les beuveries se terminaient fréquemment par l'assassinat d'habitants inoffensifs. Quant au butin et aux vins et liqueurs qui ne furent pas consommés sur place, ils furent presque toujours chargés sur des voitures automobiles ou sur des wagons du chemin de fer et transportés vers le front ou vers l'Allemagne.

Au début, très peu de communes, par lesquelles les troupes d'invasion allemandes ont passé, restèrent indemnes. Dans presque toutes, un certain nombre de maisons et jusqu'à des quartiers entiers furent incendiés volontairement, tandis qu'un nombre considérable de communes furent détruites de fond en comble. Rarement, l'incendie d'une maison fut justifiée par une raison d'ordre militaire ; presque toujours, le feu fut mis aux maisons à titre de « représailles », ou à l'occasion de rencontres avec des troupes alliées dans les environs du lieu incendié.

La découverte du corps d'un soldat allemand tué au cours d'un combat entre patrouilles, un coup de feu tiré, par une sentinelle ou par un soldat ivre, une lumière vue aux fenêtres, un rideau soulevé, une ombre, tout était prétexte aux officiers pour ordonner l'incendie d'un nombre déterminé de maisons. Et l'on comprend que l'imagination surexcitée des soldats, la crainte des officiers devant les responsabilités envers leurs chefs, ont puissamment aidé à créer des motifs de représailles et à donner aux raisons qu'ils croyaient avoir, des proportions démesurées. Même lorsqu'il s'agissait, dans leur esprit de représailles, les Allemands ne s'inquiétaient nullement des conséquences de l'incendie qu'ils avaient allumé. Ils laissaient l'incendie se propager, empêchant presque toujours les habitants de circonscrire ou même de combattre le feu, ne permettant jamais aux victimes de sauver quoi que ce soit de leurs valeurs, de leurs meubles ou de leur bétail, les empêchant même parfois de s'échapper et d'éviter l'horrible mort par le feu. Souvent aussi, ces incendies étaient allumés au moment où un combat semblait imminent, ou pendant qu'un engagement avait lieu dans les environs. Et il semble prouvé que ces incendies, avaient autant pour but d'exciter les soldats à la bataille que d'inspirer la terreur à la population civile. Dans un grand nombre de cas, l'incendie fut allumé par des soldats revenant du combat. Les Allemands se vengeaient ainsi des pertes qu'ils avaient subies ou de leur déconvenue.

Pour provoquer ou développer l'incendie, les troupes allemandes se servaient ordinairement de liquides inflammables, dont des unités, spécialement exercées à cette fin, aspergeaient les maisons désignées pour être détruites, ainsi que les meubles qu'elles contenaient ; le feu était mis au moyen de pastilles incendiaires, dont il semble que beaucoup de soldats allemands étaient abondamment pourvus.

Depuis Liège jusqu'à l'Yser, les Allemands prirent non seulement, dans les communes qu'ils traversaient, des otages qu'ils rendaient responsables de ce qui pouvait se passer dans la commune — un certain nombre de ces otages furent fusillés sans autre forme de procès —, mais ils appréhendèrent, chaque fois qu'ils marchaient contre des troupes belges, françaises ou anglaises, ou à l'attaque de positions fortifiées, un nombre considérable de civils, hommes, femmes et enfants, qu'ils forcèrent de marcher devant leurs soldats pour leur servir de bouclier. Dans certains cas, les habitants furent liés les uns aux autres ; plusieurs furent liés à des pièces de canon ; d'autres fois, ces civils furent forcés de se placer au milieu de la route, tandis que les soldats étaient cachés derrière les fourrés des accotements ; quelquefois, mêmes les habitants furent contraints à coups de crosse et à coups de pied de prendre place sur des hauteurs, cependant que les soldats se tapissaient dans les dépressions de terrain. Beaucoup de civils furent tués dans ces conditions, les uns par les Allemands qui les abattaient à coups de fusil ou à coups de crosse, s'ils faisaient mine de fuir ou même de protester contre la violence dont ils étaient l'objet, les autres par le feu des soldats belges ou alliés, qui même s'ils aperçurent à temps le bouclier humain que l'ennemi faisait marcher devant lui, ne purent pas toujours éviter

qu'une balle ne vint frapper les malheureux civils, derrière lesquels le soldat allemand se cachait.

Le nombre de civils tués par les troupes allemandes, principalement au moment de l'invasion, est considérable. Les uns furent tués comme ils fuyaient, effrayés à la vue des soldats allemands entrant dans la commune ; d'autres furent tués, étant restés tranquillement dans leur maison ; tantôt les Allemands tiraient à travers les portes et les fenêtres parce qu'elles étaient fermées ; tantôt ils tiraient dans les maisons, parce que les fenêtres étaient ouvertes. Dans le premier cas, ils prétendaient que l'on se cachait d'eux pour faire un mauvais coup, dans le second, qu'on avait tiré sur leurs troupes ou qu'on se préparait peut-être à le faire. Il suffisait souvent d'un ordre crié en allemand et mal compris par un habitant hésitant ou peureux, pour amener la mise à mort immédiate du malheureux. Il suffisait quelquefois même qu'un ouvrier eût les mains noircies par le travail, pour qu'il fût fusillé, sans autre forme de procès, comme franc-tireur.

Dans un grand nombre de localités, les Allemands ont massacré en masse la population civile. Presque toutes ces localités se trouvent dans le voisinage d'endroits où des combats ont eu lieu. Lorsqu'un combat ou une escarmouche s'était déroulé dans les environs, les Allemands en prenaient prétexte pour accuser les habitants d'avoir pris part à la bataille, envahissaient la commune et se mettaient à piller et à incendier les maisons et à tuer à coups de fusil, à coups de baïonnette et à coups de crosse, tous les habitants qui leur tombaient sous la main, sans distinction d'âge ni de sexe. Et au fur et à mesure que de nouvelles troupes s'avançaient, les tueries, le pillage et l'incendie reprenaient et s'étendaient. Lorsqu'aucun fait de guerre n'avait précédé leur entrée, il suffisait d'un coup de feu isolé parti accidentellement ou même tiré délibérément (par exemple en guise de signal) par un soldat allemand, pour que ses camarades se missent à crier immédiatement aux francs-tireurs et à envahir les rues en tirant au hasard, enfonçant les portes et les fenêtres et massacrant tous ceux qu'ils découvraient cachés tremblants au fond des caves.

En général, les Allemands tentèrent de justifier les crimes commis par leurs soldats en disant que les massacres, les pillages, les incendies et les vols auraient constitué des punitions infligées à la population civile du chef de sa participation aux opérations de la guerre. Partout où des civils furent abattus, où des maisons furent pillées et incendiées, c'est au franc-tireur belge qu'il fallait, d'après la thèse allemande, faire remonter la responsabilité.

« Man hat geschossen » est le cri qui, poussé avant ou après le crime, justifiait ou expliquait toutes les « représailles ». Or, le Gouvernement belge avait pris, dès que la guerre parut inévitable, les mesures les plus minutieuses pour prévenir toute participation de la population civile aux opérations militaires. D'un autre côté, la Commission d'Enquête s'adressa aux bourgmestres de toutes les localités citées dans le Livre Blanc allemand, afin de s'assurer si, parmi la population de leur commune, il s'était trouvé, en août 1914, des habitants ayant tiré sur les troupes allemandes. La vérité pouvait être dite, au besoin sous le sceau du secret. Mais tous ces magistrats communaux répondirent formellement qu'aucun fait de participation de civils aux hostilités n'était venu à leur connaissance ; tous nièrent de la façon la plus absolue que parmi leurs administrés il se fut trouvé des francs-tireurs. De plus, des centaines de témoins, appartenant à toutes les classes de la population, entendus par les magistrats, lors des enquêtes, déclarèrent sous la foi du serment qu'aucun habitant de leur commune, où des massacres avaient eu lieu, n'avait tiré sur les troupes allemandes. Leur sincérité, de même que

celle des déclarations des bourgmestres et les témoignages de la volonté du Gouvernement belge de prévenir toute participation de civils aux opérations de la guerre, ne pouvaient être mises en doute. Il n'y eut pas d'organisation de francs-tireurs, il n'y eut pas non plus de francs-tireurs. La légende des francs-tireurs fut, en dernière analyse, créée ou tout au moins suggérée pour permettre, pour justifier et pour expliquer ces «représailles» par quoi on prétendait rendre la guerre plus courte et partant plus humaine.

Les prétendues «représailles» ne furent précédées dans la plupart des cas, ni d'une enquête, ni d'un jugement. Les victimes étaient arrêtées au hasard des rencontres ou dans leur maison même, où elles se tenaient blotties, et dans presque tous les cas, exécutées sur le champ, sans autre forme de procès. Lorsque, par exception, une sorte de tribunal se constituait à la hâte pour décider du sort des groupes de civils ainsi arrêtés au hasard, jamais les droits de la défense ne furent respectés; il suffisait qu'un officier ou qu'un soldat déclarât devant les juges improvisés qu'«on avait tiré» (*man bat geschossen*) pour que la troupe lamentable des «accusés» fût envoyée au peloton d'exécution, presque toujours sans que les victimes eussent été interrogées ou entendues et très souvent sans qu'elles aient même su qu'elles étaient accusées d'avoir tiré sur un soldat allemand. Si même — fait qui ne fut pas établi, mais qui est possible, attendu qu'il s'est présenté dans toutes les guerres —, un civil avait tiré un coup de feu isolé contre une troupe allemande en marche, encore cet attentat, si répréhensible qu'il fût, ne pouvait-il justifier le pillage de centaines de communes, l'incendie et la destruction d'aggloméra-

tions entières, le massacre de milliers de civils de tout âge et de toute condition, jusqu'à des vieillards impotents, des estropiés, des malades incurables et des enfants en bas âge; il ne pouvait justifier non plus les vols, extorsions, et violences sans nombre dont les soldats allemands se sont rendus coupables, tant pendant l'invasion que pendant l'occupation du pays. Les chefs, lorsqu'ils n'excitèrent pas eux-mêmes leurs soldats à commettre les massacres, pillages et incendies, n'hésitèrent maintes fois pas à les approuver publiquement et à les couvrir, même par des proclamations adressées au peuple belge, de leur nom et de leur autorité. L'histoire dira si les crimes dont ils ont ainsi assumé pour une grande part la responsabilité, n'ont pas été prévus et voulus par le plan de guerre du grand État major allemand: un grand nombre de témoins, dignes de foi, dont les dépositions assermentées figurent dans les dossiers que possède la Commission d'Enquête, ont cru pouvoir l'induire de sérieux indices, de rapprochements de détails observés par eux et de conversations tenues avec des soldats et des officiers allemands. La Commission d'Enquête, tout en reconnaissant la valeur de ces documents, n'avait pas à se prononcer à ce sujet. Elle se borna à relater les faits et se contenta de désigner, lorsque leurs noms étaient connus, les officiers qui ordonnèrent ces crimes ou présidèrent à leur exécution, et de nommer les unités allemandes auxquelles les auteurs immédiats des crimes appartenaient. Elle avait pour mission de relever les faits de violation du droit des gens, des lois et coutumes de la guerre; de réunir, au point de vue criminel, ces graves éléments de l'histoire de l'invasion et de l'occupation allemandes. Ces éléments se trouvent dans les déclarations des témoins et dans les pièces qu'analyse et que reproduit cette plaquette.

RAPPORTS ET DOCUMENTS D'ENQUÊTE

SUR LES ATTENTATS COMMIS PAR LES TROUPES ALLEMANDES PENDANT L'INVASION ET L'OCCUPATION DE LA BELGIQUE EN 1914-1918 DANS LES CANTONS LUXEMBOURGEOIS D'ARLON, DE VIRTON, D'ÉTALLE, DE FLORENVILLE ET DE MESSANCY

CANTON D'ARLON

Pendant les journées de l'invasion, les troupes allemandes se sont livrées dans le canton d'Arlon aux mêmes violences que partout ailleurs. Mais la ville même d'Arlon fut le théâtre des pires cruautés : c'est là en effet que périrent en masse les malheureux habitants de Rossignol, d'Étalle et de Tintigny.

Arlon

Dès le 6 août, une patrouille allemande fit une incursion à Arlon. Alors qu'elle se retirait, les derniers soldats de la patrouille prétendirent qu'un coup de feu avait été tiré d'une maison. Les Allemands revinrent sur leurs pas, déchargèrent leurs armes contre la maison et l'un d'eux tua d'un coup de lance, à travers la fenêtre ouverte, une femme qui se trouvait à l'intérieur. Une enquête fut ouverte par les autorités judiciaires belges, qui arrêtaient le tenancier de la maison, d'où le coup de feu aurait été tiré. Cette enquête fut reprise par les Allemands, qui arrivèrent à Arlon le 12 août (41^e brigade d'infanterie). Elle établit l'innocence du tenancier, qui fut d'ailleurs acquitté par le conseil de guerre allemand. Mais entre-temps, l'incident avait été entièrement travesti. Au témoin Reuter, échevin de la ville d'Arlon, un officier allemand a dit en effet, qu'il s'agissait d'une jeune fille, qui avait traitreusement tiré sur un officier allemand, le blessant dans le dos, et que les Allemands arrivaient à Arlon pour faire un exemple, en « Straf-expedition ». Le fait constitue un exemple frappant de la façon dont les Allemands ont déformé, quand ils n'ont pas inventé de toutes pièces, tous les incidents qui se sont produits dans les premiers jours de la guerre et qui ont donné lieu à la légende, répandue intentionnellement parmi les troupes, des francs-tireurs et des femmes belges ayant pris part à la guerre.

Le même témoin a rapporté un autre exemple de la mauvaise foi de l'envahisseur : Une partie des armes que la population civile livra à l'Hôtel de Ville et que les Allemands s'étaient engagés à restituer à la fin de la guerre, fut vendue à vil prix à Luxembourg, tandis que l'autre partie fut transportée en Allemagne et exposée au public comme armes ayant servi aux francs-tireurs belges. Ce fait prouve à évidence, que c'est systématiquement que les Allemands ont organisé par le mensonge et dès le commencement de la guerre, une campagne de haine contre la Belgique, dont ils venaient de violer la neutralité.

À la suite de la rupture, absolument fortuite, d'un fil téléphonique et d'un rapport mensonger au sujet de signaux lumineux qui auraient été échangés entre Arlon et le village de Freylange, situé à l'ouest d'Arlon, le général von der Esch, sans aucune enquête préalable, imposa une contribution de guerre de cent mille francs à la ville d'Arlon, et ordonna la destruction par le feu du village de Freylange, ainsi que la mise à sac de cent maisons dans le quartier ouest d'Arlon. Ces ordres furent exécutés dans toute leur rigueur le 13 août. Le même jour, également sur l'ordre du général von der Esch, fut fusillé sans aucune enquête préalable, Lempereur Émile, commissaire de police adjoint d'Arlon. Cette fois encore, les Allemands prétendaient que les civils tiraient sur leurs troupes. Mais il résulte de la déposition du témoin Wielschietz, commissaire de police adjoint à Arlon, que c'étaient des soldats allemands eux-mêmes qui s'amusaient à tirer des coups de feu à l'aide de revolvers qu'ils venaient de prendre à l'Hôtel de Ville, où les habitants les avaient déposés, conformément aux instructions reçues. Le commissaire Lempereur fut néanmoins fusillé par mesure de représailles (1).

Le 20 août, les Allemands, dans le but de s'emparer de l'encaisse de l'agence de la Banque Nationale à Arlon, extorquèrent par la menace la signature du bourgmestre qui, bien que totalement incompetent, avait été mis en demeure de couvrir ce prélèvement de son autorité, sous le prétexte qu'il s'agissait d'un acompte sur la contribution de guerre d'un million imposée à la province.

Le 20 août, les Allemands amenèrent à Arlon, avec un groupe de soldats français prisonniers, une douzaine de civils, habitants d'Étalle. Immédiatement après leur arrivée, 3 officiers allemands se constituèrent en tribunal de guerre et sans aucune enquête, malgré les cris d'innocence des malheureux, condamnèrent les civils à mort, sous le prétexte qu'un médecin et un feldwebel allemands avaient été tués à Étalle. D'après un des juges, il importait peu de savoir, si les civils étaient innocents ou coupables ; il s'agissait de savoir, si un stabartz et un feldwebel avaient réellement été tués. Or, le fait était exact ; ces deux Allemands avaient été tués ; ils l'avaient été au cours d'un

(1) Le lendemain de la mise à mort de Lempereur, le capitaine-commandant allemand von Puttkammer rencontra M. Reuter, échevin de la ville d'Arlon, près de sa demeure et lui dit : « Je tiens à vous déclarer, Monsieur l'échevin, que je suis heureux de n'avoir aucune part de responsabilité dans la malheureuse affaire d'hier au soir ».

engagement avec des troupes françaises. À l'intervention d'un autre officier allemand, l'exécution fut remise au lendemain. Il faisait en effet nuit et mieux valait faire la chose en plein jour. Mais comme acompte, deux civils, le père Gérard et son fils, furent pris dans le tas, roués de coups de crosse et fusillés séance tenante. Il fallut trois salves pour les tuer. Il était alors 3 heures du matin. Dans le cours de la journée, des militaires allemands vinrent soulever la bâche qui recouvrait les cadavres: chacun d'eux leur donna un coup de pied dans le ventre.

Quelques heures après l'exécution de Gérard père et fils, dans l'après-midi du 23 août, les Allemands vinrent choisir trois autres habitants d'Étalle: Peiffer Alexis, Jacob Camille et Chapelier Constant, qui furent mis à mort à leur tour. Les autres furent relâchés le lendemain. Avec Peiffer, Jacob et Chapelier, furent fusillés la femme Tillière, veuve François et ses deux enfants âgés de 17 et 14 ans, originaires d'Ethe, et que les Allemands accusaient, à ce que l'on a dit, d'avoir détroussé des cadavres. Accusation toute gratuite: il est infiniment plus probable, il est même moralement certain, que ces malheureux, en proie d'ailleurs à la terreur, furent uniquement des victimes de la sauvagerie allemande, exaspérée par les combats qui se livraient en ce moment dans les Ardennes et dont les habitants de Musson, Gomery-la-Ville, Tintigny, Ethe, Rossignol et d'ailleurs ont aussi eu à subir les terribles effets.

Encore le même jour, à 7 heures du soir, 2 civils de Breuvanne (Tintigny), Guiot Victor et Lescrinier Auguste, furent fusillés dans les dépendances de la gare d'Arlon.

Le 26 août suivant arriva à Arlon le major von Hedemann avec un bataillon de Landsturm (Bataillon de Gotha). À peine entrés dans la ville, les Allemands prétendirent que des signaux lumineux avaient été donnés du haut de la tour de l'église St-Martin. Il en fut référé à l'état-major établi à Trèves, qui donna ordre de faire sauter la tour, d'imposer une nouvelle contribution de guerre à la ville et de déporter un certain nombre d'otages en Allemagne. Cédant aux protestations des otages, les Allemands firent une nouvelle enquête qui démontra l'innocence de l'accusation. Les Allemands abandonnèrent leurs projets de représailles.

Le lendemain de la bataille de Rossignol, le 23 août, une centaine d'habitants de Rossignol, ainsi que quelques habitants de Breuvanne (Tintigny) et de St-Vincent, avec 2 Français originaires de Tellancourt (Longwy) furent saisis par les Allemands et parqués dans un clos, où ils restèrent, privés de nourriture et en butte aux pires avanies, jusqu'au 25 août. Ils furent alors embarqués dans un train et amenés à Arlon, où ils passèrent la nuit dans les wagons qui les avaient amenés. Le lendemain, ces 121 personnes furent conduites par groupes de dix vers la route de Virton, où elles furent fusillées au fur et à mesure de leur arrivée, au contrebas d'un talus. Une femme, Madame Huriaux-Goffinet, fut paraît-il fusillée la dernière, après avoir été forcée d'assister à l'exécution de ses 120 compagnons d'infortune.

Ces 121 civils furent tués sans aucune forme de procès, sans qu'aucun motif ne fût donné, sans que l'on se donnât même la peine de s'enquérir de l'identité des victimes. Il est de notoriété publique que c'est le colonel von Thessmar, en ce moment commandant supérieur des

troupes d'occupation du Grand-Duché de Luxembourg, à qui le major von Hedemann signalait l'arrivée à Arlon des habitants de Rossignol, qui a donné l'ordre de les fusiller. Qu'on les fusille, répondit-il sans plus à l'envoyé du major von Hedemann. C'est donc le colonel von Thessmar qui doit être considéré comme l'auteur responsable de l'assassinat des 121 civils fusillés à Arlon le 26 août 1914.

On trouvera ci-après le rapport de M. l'échevin Reuter, la relation de M. Knepper, curé doyen de St-Donat et la déposition de M. Wielschutz, commissaire de police-adjoint à Arlon. Ces rapports et témoignages, qui ont été confirmés sous serment, contiennent de nombreux détails au sujet des faits relatés ci-dessus.

1°) *Rapport de M. l'Échevin Reuter, à Arlon.*

Les Allemands étaient entrés à Luxembourg, le 2 août 1914 dans la matinée, mais jusqu'au 12 du même mois, la résistance des forts de Liège paralysa leur marche en avant.

Avant le 12 août, nous n'avions vu à Arlon que quelques patrouilles françaises (dragons) et une patrouille allemande (8^e dragons de Silésie) qui bivouaquait à Eischen, à l'extrême frontière grand-ducale.

Est-il besoin de vous rappeler l'incident du 6 août, qui eût pu être si gros de conséquences pour la ville? La patrouille allemande en question, composée d'une dizaine de cavaliers, commandés par le lieutenant Sigismond von Goerz, avait franchi la frontière dans l'après-midi, et fait une reconnaissance jusqu'au centre de la ville.

À son retour vers Eischen, des coups de feu avaient été tirés sur elle — à en croire les hommes qui en formaient l'arrière-garde — d'une fenêtre située dans le pignon est de la maison portant le numéro 110 de la rue de Mersch, la dernière précisément de la ville, à ce moment exploitée comme maison de tolérance, par un nommé Bertrand.

Aussitôt, la patrouille avait fait demi-tour, et les hommes, descendus de cheval, avaient déchargé contre la maison, leurs mousquetons. L'un d'entre eux, plongeant sa lance à travers une fenêtre entrouverte du rez-de-chaussée, avait tué net, une des pensionnaires de l'établissement, la nommée Surays Marie.

Immédiatement, d'accord avec le Parquet, nous avions convenu d'ouvrir une instruction à charge de l'auteur inconnu du prétendu coup de feu et même fait mettre en état d'arrestation le tenancier qui avait essayé de s'enfuir dans la campagne.

Conscients du grave danger que cet attentat — vrai ou simulé — pouvait faire courir à toute la population, nous étions partis immédiatement tous deux à la recherche de la patrouille allemande, accompagnés de M. l'Inspecteur de police Wielschietz, dans l'auto que M. Victor Lenger, avocat et conseiller communal à Arlon, avait bien voulu piloter lui-même.

L'accueil nous fait, par le lieutenant von Goerz fut absolument correct. Il déclara ne connaître l'incident du coup de feu que par les dires de ses soldats et prit acte de nos déclarations.

Il ne nous dissimula pas que son rapport à ses chefs, cantonnés à Mersch, était déjà expédié, mais promit de les aviser de notre démarche.

Il est à supposer néanmoins que, pour des raisons qu'il ne m'appartient pas d'élucider, cette promesse resta à l'état de projet; car dès l'entrée des Allemands à Arlon, la version du coup de feu, d'ailleurs défigurée et considérablement amplifiée, me fut relatée par un officier, au moment de la remise des armes par la population civile.

À l'en croire, une jeune fille avait traitreusement tiré sur un officier allemand, le blessant dans le dos; les Allemands arrivaient à Arlon pour faire un exemple, en «Straf-expedition».

Quoi qu'il en soit, cet incident si odieusement travesti, sinon même créé de toutes pièces (faut-il rappeler qu'après une instruction minutieuse, le tenancier Bertrand fut acquitté par le Conseil de guerre allemand) devait avoir les conséquences les plus tragiques.

Le 12 août 1914, la 41^e brigade d'infanterie (composée des 87^e et 88^e régiments Hessois) pénétrait en ville à l'aube, venant par la route de la direction de Luxembourg. Immédiatement, le capitaine-commandant von Puttkammer, commandant l'avant-garde, se saisissait de quatre otages: M. le bourgmestre Enschedé, M. le Percepteur des Postes Gillet, M. le chef de station Pollet et M. l'Avocat Albert Nollenfeldt, ce dernier vraisemblablement par erreur et à la suite d'une confusion qu'explique la proximité de ma demeure avec la sienne, et l'assonance germanique de nos deux noms. Il fut d'ailleurs relaxé quelques heures après, et le Commandant von Puttkammer tint à s'excuser auprès des siens, de ce qu'il me déclara être une «regrettable méprise».

Le Général von der Esch, commandant la 41^e brigade d'infanterie, arriva à Arlon dans la matinée et établit son quartier général à l'hôtel du Nord.

Ordre fut immédiatement donné à la population civile d'avoir à livrer les armes à l'Hôtel de Ville pour midi, sous peine de mort, avec avertissement que tout acte quelconque d'hostilité envers les troupes allemandes serait puni de la même peine.

Il faut noter ici, que si l'occupation de la ville ne provoqua pas des rigueurs immédiates, c'est en majeure partie à l'attitude franche et au sang-froid de la population que ce résultat est dû.

Les habitants, comme inconscients du caractère tragique de l'heure, se pressaient sur le pas des portes et assistaient, impassibles, à l'invasion.

Je pense que ce calme en imposa à l'envahisseur et lui enleva tout prétexte à des mesures de rigueur, que les soldats eux-mêmes n'allaient pas tarder à provoquer.

Un grand nombre d'entre eux, en effet, s'étaient munis, en guise de trophées de guerre, de certaines des armes recueillies à l'Hôtel de Ville et dès le lendemain, tantôt sur un point de la ville, tantôt sur l'autre, des coups de feu éclataient.

Rappelons ici, que le surplus des armes recueillies fut, dès le lendemain, chargé sur des chariots réquisitionnés (une quinzaine a-t-on dit), et transporté à Luxembourg, où partie de ce butin fut vendu à vil prix, au mépris des promesses de restitution ultérieure faites par des officiers allemands au moment de la livraison.

Le surplus fut acheminé vers l'Allemagne et exposé au public comme «armes ayant servi aux francs-tireurs belges».

Un autre incident allait provoquer la colère du général von der Esch. À l'aube du 13 août, une ligne téléphonique de campagne, sommairement installée devant les façades des maisons de la rue de Neufchâteau, et qui reliait les avant-postes allemands au quartier-général, fut trouvée rompue. Pendant une partie de la nuit, le général von der Esch s'était trouvé coupé de toutes communications avec ses avant-postes. Lorsque la cause de cette interruption lui fut révélée, il entra dans une colère folle, qui s'aggrava encore lorsqu'un rapport d'ailleurs absolument mensonger, concernant les événements de la nuit le porta à croire que des signaux lumineux avaient été échangés entre Arlon et Freylange, village situé à l'ouest d'Arlon.

L'enquête la plus sommaire eut immédiatement démontré l'invraisemblance et même l'impossibilité de ces signaux, comme elle eût prouvé que la rupture de la ligne téléphonique était due à un pur hasard: le fait d'une femme du quartier de Neufchâteau repoussant les volets de la façade, sans se douter de la présence du fil téléphonique.

Le général von der Esch, tempérament colérique, préféra croire à des actes de malveillance, et il recourut aussitôt à des mesures de rigueur (1):

Contribution de guerre de cent mille francs imposée à la ville d'Arlon.

Destruction du village de Freylange, par le feu.

Mise à sac de l'intérieur de cent maisons de l'ouest de la ville.

Menace de fusiller les otages et de raser la ville elle-même, en cas de renouvellement d'actes prétendument hostiles.

Ces mesures furent aussitôt mises à exécution, avec la plus grande brutalité: le village de Freylange fut incendié, ainsi que plusieurs maisons de la rue de Viville; l'intérieur de 64 maisons, principalement dans la rue de Neufchâteau, fut complètement mis à sac.

L'Administration communale d'Arlon devait, dans les 12 heures, verser la contribution de guerre de cent mille francs.

Cette somme, réunie grâce à l'intervention de la Banque Nationale, fut versée le soir même, en billets belges.

Il convient de noter ici un incident qui eût pu paraître burlesque, si les circonstances n'avaient été aussi gra-

(1) Proclamation du général von der Esch

Aux citoyens d'Arlon,

Cette nuit on a communiqué par des signaux de lumière, d'Arlon avec Freylange. En outre, on a tenté une surprise contre un détachement des troupes allemandes; de même on a coupé les fils du téléphone aux environs d'Arlon.

Comme punition, on va détruire à midi l'intérieur de cent maisons situées à l'ouest d'Arlon et on incendiera le village de Freylange. L'administration de la ville d'Arlon est forcée de payer jusqu'à 9 heures du soir à l'hôtel du Nord une contribution de guerre de 100.000 francs.

Il est défendu d'éclairer les fenêtres; aucun éclairage n'est permis, excepté les lanternes dans les rues.

Si la population continue de se montrer hostile contre les troupes allemandes, on va fusiller les otages pris hier et toute la ville d'Arlon sera démolie.

Le général en chef des troupes allemandes,
Königl, Preuss. 41^e Infanterie-Brigade.

Arlon, le 13 août 1914.

ves. La somme de cent mille francs avait été immédiatement transmise au haut-commandement à Trèves; mais ce dernier, pour des raisons faciles à concevoir, n'avait pas admis ce mode de paiement et il exigeait de l'or, ou tout au moins des billets allemands.

Grâce au concours empressé du commerce local, l'échange des billets belges contre de l'or (47.000 francs) et des billets allemands (53.000 francs) fut effectué assez facilement; mais alors les chefs allemands émirent la singulière prétention de faire supporter l'agio à la ville, puisqu'au lieu de payer en monnaie belge, elle acquittait une partie de sa dette, en billets allemands.

Cette prétention biscornue ayant soulevé de la part des membres du collège de légitimes protestations, les Allemands jugèrent inutile d'insister.

La journée du 20 août 1914 devait être marquée par un autre acte de banditisme, moins tragique, mais qui caractérise bien la mentalité allemande.

J'ai dit que la ville avait pu s'acquitter de la contribution de guerre lui imposée par le général von der Esch, grâce à l'intervention de la Banque Nationale, qui avait mis à sa disposition, la somme de cent mille francs.

Il restait en caisse, outre des effets de valeurs diverses, une somme de deux cent et trente mille francs environ. Feignant de croire que la Banque Nationale était une institution d'État, et que les deniers par elle détenus, étaient propriété de l'État Belge, les Allemands songèrent à s'en emparer.

Mais, avec leur coutumière hypocrisie, ils s'efforcèrent de donner à cet acte, qui constituait un vulgaire brigandage, les apparences d'une opération régulière. Ils imaginèrent donc de frapper la province du Luxembourg, d'une contribution de guerre d'un million et de saisir — à titre d'acompte sur cette contribution — le disponible de la Banque Nationale.

Ne pouvant atteindre les représentants légaux de la province, le comte Camille de Briey, gouverneur, qui s'était démis de ses fonctions en exécution de la loi du 4 août 1914, et les membres de la Députation permanente, qui résidaient dans les parties de la province non encore envahies, l'état-major allemand imagina de s'adresser au greffier provincial M. Georges Thonon, et aux deux conseillers provinciaux du canton d'Arlon MM. Albert Muller et Camille Joset, qui se trouvaient sur place.

Devant le refus péremptoire de ces Messieurs de ratifier par leur signature, l'opération projetée, les Allemands firent quérir le Bourgmestre de la ville d'Arlon, M. Enschede, qui se trouvait toujours consigné chez lui en qualité d'otage, et le mirent en demeure de couvrir de son autorité, le prélèvement à la Banque Nationale, de l'acompte sur la contribution de guerre d'un million, imposée à la province.

M. Enschede eut beau protester de son incompetence absolue en cette matière; les Allemands en le menaçant notamment de saisir chez les particuliers, des valeurs et objets d'art pour un import double de celui de la contribution de guerre, finirent par avoir raison de sa résistance.

Dans la soirée, le conseil communal fut réuni d'urgence, et pour ne pas désavouer son bourgmestre, dont la situation était des plus critiques, il décida de ratifier ce qui

venait d'être fait.

À la demande expresse du Collège échevinal, il fut dressé de ces négociations un procès-verbal, qui se trouve reproduit dans le texte original et en traduction et qui donne les noms des officiers de l'état major allemand en cause.

Mis en appétit par ce succès, le trio d'officiers d'État-major voulut continuer, par une visite des banques privées, cette opération financière si fructueuse; mais il se heurta, cette fois au refus net des membres du Collège échevinal et force lui fut de s'en tenir là.

Dans la soirée du même jour, 20 août 1914, deux malheureux habitants de Breuvanne (Tintigny) furent fusillés dans les dépendances de la gare d'Arlon (quai au sable), ce sont:

- 1°) Guiot Victor, 25 ans, domicilié à Breuvanne;
- 2°) Lesclinier Auguste, 17 ans, domicilié à Breuvanne.

Les Allemands voyaient en eux, paraît-il, des «francs-tireurs».

La soirée du 22 août devait être marquée par un incident plus tragique et dont tout l'odieux retombe sur le général von der Esch. Il s'agit du meurtre de 2 habitants d'Étalle, Marchal père et fils, faisant l'objet du rapport de M. l'Abbé Knepper, curé doyen de St-Donat (voir sa relation ci-après), qui assista à cette scène tragique et tenta vainement d'intervenir en faveur des malheureuses victimes.

Le dimanche 23 août, dans l'après-midi, les fusillades reprenaient cette fois, place Léopold, devant le perron du Palais de Justice.

Cette fois encore, c'étaient de malheureux habitants d'Étalle qui étaient l'objet de la furie allemande. Il n'a jamais, à ma connaissance, été articulé contre eux d'autre grief que leur qualité d'otages, et tout porte à croire que le seul but de ces exécutions était d'impressionner et de terroriser le pays.

Je transcris ici leurs noms:

- 1°) Peiffer Alexis, 40 ans, négociant, domicilié à Lenclos (Étalle);
- 2°) Jacob Camille, 60 ans, de Lenclos (Étalle);
- 3°) Chapelier Constant, 66 ans, appariteur communal, à Lenclos.

En même temps que ces malheureux, furent fusillés Place Léopold, une mère et ses deux enfants, originaires d'Éthe, et que les Allemands accusaient, a-t-on dit, d'avoir détourné des cadavres, ce sont:

Joséphine Tillière, veuve François François, âgée de 42 ans, ménagère, à Éthe, et ses deux fils Marcel et Edmond, âgés respectivement de 17 et 14 ans.

Tout laisse à croire que l'accusation infâme portée contre eux était inventée de toutes pièces et que les malheureux furent uniquement les victimes de la sauvagerie allemande, qui venait de se manifester, la veille, de si odieuse façon, à Musson, à Gomery-la-ville, à Éthe, à Tintigny, à Pin-Izel, à Rossignol et dans tant d'autres de nos localités, au cours de la bataille dite «des Ardennes».

J'en arrive à la journée du 26 août 1914, dont l'horreur devait faire pâlir tous les événements tragiques qui l'avaient précédée.

L'État-major du V^e corps d'armée (dont faisait partie le

prince Oscar de Prusse, en qualité de colonel) avait quitté Arlon pour le Front et l'armée active était remplacée par des troupes de Landsturm (bataillon de Gotha) commandées par le Major von Hedemann.

Dès l'arrivée en ville de ces troupes, un incident nouveau avait surgi au sujet de prétendus signaux lumineux faits du haut de la tour de la nouvelle église St-Martin.

Le major von Hedemann en avait référé à Trèves et l'ordre était venu de faire sauter la tour, au moyen d'explosifs, de frapper la ville d'une nouvelle contribution de guerre et de déporter en Allemagne un certain nombre de notables.

Nous fûmes convoqués, dans la matinée du 26 août, à la gare, où le commandant de la place avait établi ses quartiers, M. le bourgmestre Enschedé, M. l'Abbé Kirsch, curé-desservant de St-Martin, et moi-même, et reçus par le capitaine von Ebart, adjudant du major von Hedemann.

Nos protestations indignées semblèrent ne faire qu'une médiocre impression sur l'officier allemand qui ne se posait plus. Il prétendit qu'un technicien appartenant à l'armée avait constaté la réalité des signaux lumineux et que toute une installation devait avoir été enclose dans la maçonnerie pour permettre la commande des signaux.

S'adressant plus particulièrement à M. l'Abbé Kirsch, il lui déclara que, bien que bon catholique, il voudrait voir pendre jusqu'au dernier, tous les curés de Belgique!

Il faut croire que nos observations avaient cependant porté leur fruit; car je fus informé dès le lendemain qu'une enquête nouvelle avait démontré l'inanité de la version des signaux lumineux, et que les mesures de représailles annoncées, étaient abandonnées.

En fait, les officiers allemands avaient constaté que c'étaient leurs propres soldats, dont un poste occupait la tour qui, en circulant avec une lumière dans l'escalier qui y donne accès, éclairaient successivement les lucarnes superposées aménagées dans la cage d'escalier et donnaient ainsi l'impression de signaux lumineux partant de la tour.

Le Major von Hedemann (d'ailleurs mal outillé peut-être pour provoquer la ruine par explosion d'un ouvrage aussi massif) s'était donné la peine de vérifier sur place et il n'avait pas tardé à se convaincre du caractère absolument fantaisiste de l'accusation portée contre la population civile.

Il est d'autant plus regrettable que cette même prudence ne l'ait pas inspiré, ce même 26 août 1914, lorsqu'il s'est agi de la vie des malheureux de Rossignol, St-Vincent et Breuvanne (Tintigny) qui tombaient sous les balles du peloton d'exécution, à peu près à l'heure où nous nous trouvions en présence du capitaine von Ebart, au sujet des prétendus signaux lumineux de St-Martin.

Les victimes de Rossignol ont gravi, avant d'échouer au lieu d'exécution, un calvaire épouvantable.

Arrêtés le 23 août, au lendemain de la bataille de Rossignol, une centaine d'habitants de ce village — dont une femme, Madame Huriaux-Goffinet — quelques habitants de Breuvanne (Tintigny), quelques autres de St-Vincent et deux Français originaires de Tellancourt, près de Longwy, se virent parqués dans un clos, où ils demeurèrent les 24 et 25 août, privés de nourriture et exposés

aux avanies de la soldatesque allemande. Le 25 août, dans l'après-midi, ils furent dirigés, sous escorte, vers Marbehan et là, embarqués dans un train que les amena à Arlon. Ils passèrent la nuit dans les wagons qui les avaient amenés et le lendemain, vers 8 heures du matin, en furent extraits à proximité du lieu d'exécution!

Par groupe de dix, les Allemands les firent adosser au talus qui porte, en contrehaut, la route de Virton, au sortir du viaduc, et au fur et à mesure, les fusillèrent.

On rapporte que, par un raffinement de cruauté vraiment sadique, Madame Huriaux-Goffinet, femme des plus honorable et dont le seul crime aurait été de s'être refusée aux lubricités d'un officier allemand, fut obligée d'assister à l'exécution de ses cent vingt compagnons d'infortune, les Allemands l'ayant fusillée la dernière. Elle mourut d'ailleurs, paraît-il, fort courageusement et sans défaillance.

J'ai eu l'occasion déjà, dans un précédent rapport, de rappeler un entretien que j'avais eu, dans le courant de 1916, avec le Major von Hedemann, au sujet du drame du 26 août 1914.

Il en était résulté à toute évidence, la conviction que cette épouvantable tragédie a été ordonnée et accomplie avec une légèreté sans pareille, sans même le simulacre d'un jugement, sans même que le nombre et, *a fortiori*, l'identité des victimes eussent été précisés. Le Major von Hedemann, dans son rapport à ses chefs, avait parlé de 103 fusillés, alors que les victimes étaient au nombre de 121, et aucune précaution n'avait été prise pour en fixer l'identité, au point qu'aujourd'hui encore, malgré toutes les recherches faites, il en reste un certain nombre de tout à fait anonymes.

Ainsi que je l'ai dit antérieurement, la responsabilité de cet acte inqualifiable paraît remonter — par dessus la tête du major von Hedemann — au colonel von Thessmar, à ce moment, commandant supérieur des troupes d'occupation du Grand-Duché de Luxembourg.

C'est lui qui, recevant un envoyé du commandant de place d'Arlon, chargé de prendre ses instructions au sujet des habitants de Rossignol, amenés à Arlon, aurait répondu brutalement: «Qu'on les fusille!».

Une enquête faite à ce sujet à Luxembourg, auprès des témoins dont les noms sont connus, éclaircira facilement la question.

2°) *Relation de M. l'Abbé Knepper, curé-doyen de St-Donat.*

«Le samedi 22 août 1914, à minuit, eut lieu le meurtre de deux habitants d'Étalle: Marchal Jean-Baptiste, cultivateur à Sivry (Étalle), âgé de cinquante ans, et son fils Prosper-Auguste, âgé de 17 ans, furent fusillés dans la cour de St-Donat, sans enquête, après un simulacre jugement.

Les Allemands avaient amené, vers minuit, et enfermé dans l'église St-Donat, cent prisonniers soldats français. Derrière ces prisonniers se traînaient une douzaine de civils habitants d'Étalle. Ceux-ci reçurent l'ordre de rester devant l'église et de se placer sous un des vieux tilleuls de la cour.

Immédiatement après, trois officiers déclarèrent se constituer en tribunal militaire.

«Il s'agit, dit le Commandant, de juger ces individus qui ont été capturés à Étalle, comme otages.

» Un médecin et un feldwebel de notre année ont été tués là-bas. À défaut des vrais coupables, les otages doivent être tenus responsables de la mort de nos glorieux guerriers.

» D'après les prescriptions de notre code militaire, ils sont tous passibles de la peine de mort.»

Ces paroles, prononcées en allemand, sont traduites en français. Un de ces infortunés, nommé Peiffer, s'avance et dit: «J'ignore ce qui est arrivé: je me trouvais chez moi, en famille, dans l'intérieur de ma maison; j'entends du bruit dans la rue; je sors sur le seuil de ma porte pour voir ce qui se passe; aussitôt, je suis empoigné et traîné jusqu'ici; je ne sais ce que vous me voulez, je suis innocent!»

Et tous de s'écrier: «Nous sommes innocents!».

«Que vous soyez innocents ou coupables, peu importe, riposta le chef, ce n'est pas là la question.

» Il s'agit de savoir si réellement un Stabsartz et un Feldwebel ont été tués.»

Solennellement, il pose la question aux gardiens des malheureux: «Deux guerriers de notre armée ont-ils été tués là-bas?»

Réponse affirmative.

(Ils avaient été réellement tués dans une escarmouche entre Français et Allemands.)

De nouveau, il demande:

«Les auteurs de ces faits ont-ils été découverts?»

Réponse négative.

Le justicier ou plutôt l'injusticier demande leur avis aux deux officiers qui se trouvent à ses côtés; puis, prononce solennellement la sentence: Tous les prévenus ici présents sont condamnés à mort et seront exécutés sur le champ. — «Pardon, mon commandant, fait remarquer un des officiers, il est minuit, je propose d'en tuer deux seulement en ce moment, et de remettre l'exécution des autres à demain, quand nous serons en plein jour. Soit, acquiesça celui-ci.

Alors eut lieu une scène horrible.

Deux victimes, le père Gérard et son fils furent pris dans le tas et frappés de coups de crosse. Ils allaient être assommés, lorsque le chef intervint:

Non, pas ainsi, cria-t-il, il faut les fusiller!

Ecœuré, le Doyen, présent à la scène, supplie le Commandant de faire grâce, puisque les hommes condamnés sont innocents. Un «non» sec fut la réponse.

Voilà que les victimes tombent à genoux devant le prêtre, lui saisissent les mains et le conjurent d'insister encore en leur faveur. Une seconde fois, celui-ci intercède, supplie, mais inutilement.

«Hâtez-vous, s'écrie le barbare, nous n'avons pas de temps à perdre, si vous avez quelque chose à dire aux condamnés, dites vite.»

Au milieu des pleurs et des lamentations de ces infortunés, ne pouvant s'empêcher lui-même de verser des larmes, le prêtre récite tout haut avec ceux qui allaient mourir, un acte de foi, d'espérance, de charité, de contrition et leur donne l'absolution.

Un instant après, les voilà collés au mur et une forte détonation se fait entendre. À dix pas de distance, une salve de quatre coups a été tirée sur les malheureux; bles-

sés seulement, ils poussent des cris déchirants. Une seconde décharge et les cris: Pitié, pitié, mon Dieu, continuent.

Enfin, une troisième détonation, à laquelle succède le silence de la mort.

Les condamnés sont traînés dans le jardin du presbytère.

Pendant ce temps, les soldats français enfermés dans l'église devaient se demander s'ils n'étaient pas tous destinés à être passés sous les armes.

Un grand nombre de ces soldats étaient légèrement blessés et demandaient de l'eau et du linge pour panser leurs blessures. Les soldats allemands, gardiens des soldats français prisonniers, se montrèrent plus humains que leurs chefs et permirent au Doyen d'apporter le nécessaire.

Le lendemain, dimanche, les Allemands vinrent en très grand nombre saluer les morts à leur façon. L'un après l'autre, ils soulevèrent la bâche que le Doyen avait étendue sur les martyrs et donnèrent chacun un coup de pied dans le ventre des martyrs.

Scène hideuse qui faisait forcément penser à ces chiens vagabonds s'arrêtant tous devant le même angle d'une maison pour y marquer leur passage.

Les officiers allemands qui ont ordonné ces assassinats sont demeurés inconnus.

Je suis porté à croire que les soldats étaient des Saxons.

3°) *Déposition de M. Jean Wioldchietz, commissaire de police adjoint de la ville.*

Le 13 août 1914, le Commissaire de police adjoint Émile Lempereur était de service à la permanence de police avec plusieurs pompiers de la ville. Vers 9 heures du soir, une patrouille de soldats d'un régiment de uhlans vint à passer devant la permanence et invita M. Lempereur à les accompagner chez le major Muller logé en face de la caserne. Nous nous trouvions devant la caserne à l'arrivée de M. Lempereur qui, dès qu'il nous aperçut, nous dit: «Figurez-vous, ces gens disent que nous avons tiré sur eux».

Un sous-officier allemand, le nommé Schatte du 129^e régiment de la Landwehr, qui nous accompagnait, protesta contre les allégations des uhlans et déclara que c'étaient des soldats allemands armés de revolvers qui s'amusaient à tirer des coups de feu, que lui-même et nous, avions failli être victimes d'un accident occasionné par ces jeux dangereux.

L'un des uhlans qui avaient amené M. Lempereur était entré chez le major qui sortit et cria: «On tire de tous côtés sur nos troupes; si cela ne cesse pas, je rendrai la police responsable de ces attentats.» Nous avons fait observer au major que les coups de feu, qu'on entendait de différents côtés, étaient tirés par des soldats allemands, porteurs de revolvers enlevés à l'Hôtel de Ville et où ils avaient été déposés pendant la journée par la population civile. Au moment où nous faisions cette remarque au major, un soldat s'amusa à tirer des coups de feu dans la lanterne qui se trouve à l'entrée de la rue Semmerich, au coin de la caserne.

La patrouille qui accompagnait M. Lempereur emmena celui-ci et vers 11 heures du soir, place Léopold, le capitaine von Puttkammer, commandant la place, nous informait que M. Lempereur venait d'être fusillé dans la cour de l'hôtel du Nord.

Au sujet de ce meurtre, le pompier Jean-Pierre Wilberth nous a fait la déclaration suivante :

« Vers 9 heures du soir, j'étais de service d'incendie à la permanence de police, lorsqu'un groupe de soldats m'a obligé de conduire un vélo à l'hôtel du Nord, ce que je fis. Après avoir déposé le vélo dans la cour de l'hôtel, je voulais retourner à la permanence, mais j'en fus empêché par les soldats. Quelques instants après, M. Lempereur arrivait également à l'hôtel du Nord, conduit par des soldats. Un officier que devait se rendre rue Francq invita M. Lempereur à lui montrer cette rue. M. Lempereur accompagna l'officier et peu après il revint seul à l'hôtel.

Plusieurs officiers, dont un général, nous accusèrent alors d'avoir tiré sur leurs troupes, en nous traitant de tous les noms, disant que nous étions de sales Belges et que nous serions fusillés. Le général lui-même nous a fouillés pour voir si nous n'avions pas d'armes sur nous, et nous portait des coups de poings et de crosse de fusil. À un moment donné, je reçus de ce général un coup qui me fit tomber par terre et un peu après, M. Lempereur fut frappé si violemment qu'il tomba sur moi.

Après que nous étions relevés, on nous plaça contre le mur de la petite annexe qui se trouve dans la cour de l'hôtel; plusieurs soldats se placèrent devant nous et fusillèrent M. Lempereur. En ce moment, le général ne se trouvait plus dans la cour.

Le commandant von Puttkammer, que je n'avais pas encore vu jusque là, vint se placer devant moi et intervint auprès du général pour que je sois jugé par un conseil de guerre qui eut lieu le lendemain, et je fus naturellement acquitté avec les autres pompiers qui avaient été arrêtés un peu après moi.

Le général, qui fut si violent avec nous et qui ordonna la mort de M. Lempereur, était le général von der Esch. Un soldat lorrain qui nous gardait dans la cour, en attendant notre comparution devant le conseil de guerre, nous a dit que c'était le général von der Esch et que nous n'avions rien de bon à attendre de lui. »

Robelmont, Termes, Suarez, Heinsch, Freylange

Pendant les combats du 22 août contre les Français, les Allemands ont malmené les habitants de ces localités, les menaçant de les fusiller comme ceux de Tintigny, pillant les maisons, en incendiant un certain nombre (15 à Robelmont) et tirant des coups de fusil de façon à blesser plusieurs personnes dont une, Goffinet Henri, de Termes, est morte des suites de ses blessures.

Quelques habitants semblent être tombés victimes de la bataille, sans qu'on puisse préciser les circonstances de leur mort.

Les faits relatifs aux communes de Robelmont, Termes, Suarez, Heinsch et Freylange sont établis par le procès-verbal d'enquête du juge d'instruction d'Arlon comprenant les dépositions de 14 témoins.

CANTON DE VIRTON

C'est après les combats du 22 août contre les troupes françaises que les Allemands se sont livrés aux pires excès contre les habitants du canton de Virton. Aucune provocation ne pouvait venir des habitants effrayés et ceux-ci ont été massacrés en

grand nombre sans aucune résistance.

Les noms des villages de Ethe, dont 218 civils périrent, de Latour dont 71 personnes furent massacrées, restent parmi les plus tragiquement caractéristiques des violences de l'invasion.

Ethe

Les Allemands ont commis dans cette commune les violences les plus diverses. Ils se sont fait un rempart du corps des habitants, exposant ceux-ci à la mort; ils ont massacré des prisonniers, des blessés et ceux qui les secouraient; ils ont fusillé en masse des civils sans aucun motif. Voici d'ailleurs le récit détaillé que fait le bourgmestre de Ethe, échappé au massacre :

Déposition assermentée de Boulard Christophe, bourgmestre de Ethe.

« Le 21 août 1914, un vendredi, les premières troupes allemandes sont arrivées à Ethe et ont commencé à faire des réquisitions en masse : ils demandaient 200 kg de pain, du beurre en assez grande quantité, des chariots, etc. Ils demandaient cela le matin, et en revenant d'une bataille, ils étaient mécontents de ce que les réquisitions n'étaient pas encore prêtes. Un officier s'est présenté alors à moi et m'a menacé à ce moment-là, que si dans un quart d'heure il n'obtenait pas satisfaction il mettrait le village à feu et à sang. Toutes les réquisitions ont été faites en temps voulu. Tous les habitants se sont prêtés de bonne grâce à tout ce que les Allemands leur demandaient; personne n'a commis la moindre imprudence, car tout le monde comprenait le danger qu'on courait.

Le lendemain, les Allemands ont eu une rencontre avec les Français à proximité du village; les gens ont dû se cacher dans les caves pendant toute la journée. Ce jour, il ne s'est rien passé à Ethe, mais à Belmont, section d'Ethe, les Allemands ont incendié une quarantaine de maisons et fusillé quelques civils, ainsi : Schoeffler, Hustin Hubert, Lacosse et sa femme et quelques autres encore. Ces victimes étaient absolument innocentes. Hustin Hubert a été pris dans sa maison, a été conduit sur la place de Belmont, a été collé au mur et fusillé sans explication. Quant à Lacosse et sa femme, ils étaient sortis de la maison pour abreuver leur bétail, et les soldats allemands les ont tués, en tirant sur eux comme sur une cible. Les autres victimes ont été prises dans leurs maisons et conduites dans une prairie et fusillées à bout portant. Il y en avait là environ dix. Je le répète, ces victimes étaient absolument innocentes; elles n'avaient rien fait et n'avaient même pas commis la moindre imprudence. Le surlendemain 23 août 1914, les troupes allemandes venant de la direction de St-Léger ont fait le tour des maisons, ont pris tous les hommes et même quelques femmes. Ils les ont fait marcher devant eux; arrivés devant l'Hôtel de Ville où la Croix-Rouge était organisée, ils ont fait sortir les hommes au nombre d'une vingtaine, porteurs du brassard de la Croix-Rouge et les ont réunis aux autres civils; à ce moment, un médecin major français qui était à la tête de l'ambulance protestait disant que ces gens étaient nécessaires pour soigner des blessés. Tous les civils ainsi rassemblés ont été conduits par la route de Gomery. Déjà en arrivant sous le presbytère, près de la fabrique de chicorée Capon, les Allemands ont ouvert une fusillade sur cette masse de civils et brancardiers rassemblés. Ces brancardiers étaient des soldats

français. Cinq ou six brancardiers français ont été tués, six furent blessés et dix civils d'Ethe ont été tués. Ces civils sont :

Jacquemin J.-B., Bastin J.-B., Peignoir Victor, Peignoir Lucien, Schelder H., Guillaume Zénobe et son fils, Clesse Louis et Antoine Joseph, Laurent François et Pierre.

Ensuite, nous avons été rassemblés à nouveau et conduits devant ma maison. Pendant environ une heure, ils nous ont torturés de toute façon ; ainsi ils nous faisaient coucher, ils nous faisaient relever, nous faisaient prendre différentes positions, nous menaçant continuellement de nous fusiller, nous mettant constamment en joue. À ce moment, les femmes se trouvaient encore avec nous.

Ils nous ont alors conduits sur la route de Gomery. Avant d'arriver à la fin du village, nous avons rencontré un soldat français blessé, couché sur une herse ; les Allemands nous avaient déjà empêchés précédemment de le ramasser. Le soldat français souffrait, levait les mains en l'air et criait «grâce... grâce». Un soldat allemand lui a mis le canon du fusil à la tête et l'a tué. Un peu plus loin, au lieu-dit «poteau de Gomery», nous avons rencontré un officier à cheval qui a permis aux femmes de se retirer disant que les hommes seuls seraient fusillés. Les Allemands nous ont alors conduits dans une prairie à cent mètres de là, nous y conduisant à coups de crosse de fusil. Dans cette prairie se trouvait un peloton de soldats avec l'arme au pied. On nous a rangés sur plusieurs rangs. À ce moment, nous étions environ 50 hommes d'Ethe et 20 brancardiers français. L'officier à cheval dont j'ai parlé ci-dessus a lui-même commandé le feu ; ils étaient à 20 mètres et ont tiré sur nous serrés l'un contre l'autre ; plus de la moitié sont tombés morts. Ceux qui n'étaient pas morts sont tombés aussi de frayeur. Le peloton a alors exécuté une seconde salve de cinq coups sur cette masse d'hommes tombés à terre. Il était à ce moment huit heures du matin. Les soldats sont alors partis. Il y a environ six civils, dont moi, qui ont survécu et environ quatre brancardiers français. Les survivants se sont cachés sur place et ont fait le mort jusqu'au soir, pour se réfugier dans les caves.

Le même jour, d'autres Allemands avaient pris seize hommes avec deux femmes. Ils ont lié les mains par derrière aux hommes les laissant dans cette position toute la journée. Cela se passait à côté d'Ethe au lieu-dit «Fond de Gevet». Le soir ils ont fusillé les hommes à bout portant en présence des femmes.

Le même jour, tout au matin, ils avaient commencé l'incendie du village. Ils avaient d'abord pris la précaution de visiter les maisons et d'en retirer tout ce qui pouvait leur convenir, comme les vivres, les boissons, les meubles de valeur, etc. Les habitants avaient été faits prisonniers ou s'étaient enfui.

Pour incendier les maisons, ils les arrosaient au moyen d'injecteurs renfermant des liquides inflammables, puis ils mettaient le feu au moyen de pastilles incendiaires, dont ils s'étaient munis. Ces incendies ont eu lieu pendant 4 jours, les 22, 23, 24 et 25 août 1914. Il y a eu 256 maisons incendiées. Pour brûler l'église, ils y avaient amené une assez grande quantité de fagots qu'ils avaient arrosés comme je l'ai dit ci-dessus. Pendant ces jours tragiques, les femmes et les enfants étaient rassemblés dans les prairies pendant deux jours, sous le coup de menaces continues, sans boire et sans manger. Les soldats avaient un

malin plaisir à leur répéter : «Vous n'avez pas besoin de retourner à Ethe, vos maisons sont incendiées et vos maris fusillés».

Le lundi 24, alors que les maisons étaient déjà brûlées, les Allemands ont encore fait le tour des caves. Ils ont trouvé encore 42 hommes. Ils leur ont bandé les yeux, les ont conduits dans la prairie au-dessus de la scierie ; ils les ont fusillés tous ; pas un seul n'a échappé.

Ils en ont encore fusillé d'autres ; j'ignore les détails ; je sais que le nombre des victimes est de 211.

J'affirme à nouveau qu'il n'y a pas eu la moindre imprudence ni la moindre faute des habitants ; toutes les armes avaient été rassemblées dans la maison communale ; les civils étaient terrorisés et cachés dans les caves. Je ne pourrai pas vous dire les noms de ceux qui ont commandé ces atrocités.

Ce récit est confirmé par les dépositions de 5 autres témoins.

Le nombre des victimes est de 218, en y comprenant celles dont le corps a été retrouvé dans les caves d'une des 256 maisons incendiées. Ces dernières victimes ont probablement péri asphyxiées.

Latour

Le 22 août, après la rencontre avec les troupes françaises dont il a été question dans le récit précédent, les Allemands sont entrés à Latour, village voisin de Ethe. 71 civils y ont été tués.

Le récit du témoin Bourguignon Joseph, publié ci-après, prouve assez combien l'attitude des habitants justifiait peu des représailles sanglantes, car un grand nombre des victimes ont été prises alors qu'elles portaient secours aux blessés. Il résulte de cette déposition que le Prince Oscar de Prusse assista personnellement au massacre et en félicita les auteurs.

Déposition assermentée de Bourguignon J., domicilié à Latour.

«Le samedi 22 août 1914, vers huit heures du soir, alors qu'une rencontre importante avait eu lieu entre Allemands et Français, nous avons déjà été réquisitionnés par les Allemands pour ramasser des blessés. Nous avons déjà dû marcher jusqu'à 1 heure du matin, en butte aux grossièretés de la soldatesque et sous la menace constante du revolver. Le dimanche 23 août, vers trois heures de l'après-midi, les Allemands, qui s'étaient retirés la veille, sont rentrés à Latour en grande masse ; ils ont d'abord commencé par fouiller les maisons des caves au grenier pour s'assurer s'il n'y avait pas de Français cachés. Ils prenaient en même temps tous les vivres qu'ils y trouvaient ; puis ils faisaient sortir tous les hommes qui paraissaient avoir plus de 15 ans et moins de 45 ans, laissant les vieillards, les femmes et les enfants. De ces hommes, ils ont fait différents groupes qui ont été conduits de différents côtés. Quant à moi, j'ai été appelé par un officier allemand à cheval et deux soldats ont reçu l'ordre de me conduire derrière le bois «de loge» à 500 mètres du village. Là, ils m'ont d'abord demandé si je n'étais pas soldat, puis ils m'ont dit : «s'il vient des Français, vous tirerez avec nous sur eux ; j'ai refusé ; ils m'ont alors lié les mains sur le dos ; m'ont menacé de me pendre avec une corde qu'ils me montraient ; m'ont jeté par terre, puis pour passer la nuit, m'ont obligé de me coucher avec eux sous une tente en

toile. Je suis resté dans cette position les mains liées sur le dos, jusque 8 heures du matin. Alors, c'était le lundi 24 août 1914, j'ai été reconduit au village avec les autres civils. Nous étions alors au nombre de 73. Un officier nous a donné l'ordre d'aller ramasser les blessés, en nous disant que nous serions fusillés si nous ne le faisions pas. Nous sommes partis, après avoir mis les insignes de la Croix-Rouge, dans la direction d'Ethe. Nous avons alors, vers 9 heures du matin, rencontré douze blessés français que nous avons chargés sur une voiture. Arrivés près du chemin d'Ethe à Gomery, nous avons été arrêtés par les troupes allemandes; là j'ai vu, à une cinquantaine de mètres, un uhlman allemand achevant un blessé français d'un coup de lance, qu'il enfonçait dans le corps de ses deux mains. Un officier allemand a aussi tiré sur ce blessé un coup de revolver. De là, nous voyions la fusillade faite sur les civils d'Ethe et l'incendie des maisons de ce village; les Allemands nous dirent alors: «Ne bougez pas, vous allez être fusillés aussi». Nous avons dit: «Nous ne sommes pas d'Ethe», il nous ont répondu: «Latour pas mieux qu'Ethe». M. le Curé Zender qui était notre chef de Croix-Rouge a voulu intervenir et il a été aussitôt tué d'un coup de crosse de fusil lui lancé à la tête. Le crâne a été fracturé. De suite après, ils ont formé une ligne de tirailleurs, ont rassemblé les civils en tas, à coups de crosse de fusil, puis la ligne de tirailleurs a dirigé sur nous un feu rapide. Ils étaient 50 fois plus nombreux que nous. Nous demandions grâce. Septante et un ont été tués. Deux seuls ont échappé: Joseph Graisse et moi. De suite après la fusillade, ces officiers allemands ont félicité ces soldats de leur bravoure, puis leur ont donné l'ordre d'achever les blessés à coups de baïonnette et de crosses de fusil. Graisse Joseph est rentré à Latour avec deux voitures; quant à moi, j'ai été conduit à Arlon dans un convoi de prisonniers civils et militaires français. Pendant toute une nuit, nous avons dû subir les vexations de la soldatesque et le matin on m'a cependant relâché avec d'autres.

» Lorsqu'on a fusillé les 71 civils ci-dessus, le prince Oscar de Prusse, fils de l'empereur était présent; je savais que c'était lui, parce qu'il était logé au château de Gomery et que tout le monde le connaissait bien.

» Je vous affirme qu'aucun prétexte, qu'aucun motif et surtout aucune imprudence de la part des civils ne peuvent excuser ces atrocités.»

Graisse Joseph, dont il est question dans la déposition de Bourguignon, comme ayant également échappé au massacre, avait reçu l'autorisation de conduire des blessés français à Latour, avant la scène de massacre qui s'est passée sur le territoire d'Ethe. Cette autorisation lui avait été donnée par des officiers allemands, lorsque la malheureuse troupe des 73 civils de Latour était encore reconnue pour ce qu'elle était réellement: un groupe de gens réquisitionnés pour recueillir les blessés après une bataille.

Bourguignon est le seul témoin survivant du meurtre de l'abbé Zender; voici ce que dépose sa sœur Florence Zender, Veuve Jacques Prosper, au sujet de son départ.

«Le 24 août 1914, vers 7 heures du matin, venant de Latour, une automobile, dans laquelle ne trouvaient plusieurs officiers allemands, s'arrêta devant notre maison. Un de ceux-ci, se disant général en chef de l'armée allemande, s'adressa à mon frère, curé retraité qui se trouvait

sur le seuil de notre maison, en lui disant «de se rendre avec tous les hommes de Latour, sans exception, sur le territoire d'Ethe pour ramasser les blessés et que ceux qui ne s'y rendraient pas seraient fusillés». À la demande de mon frère, cet officier lui remit un sauf-conduit, M. le bourgmestre Burton, au reçu de cet ordre, réquisitionna immédiatement tous les hommes de la section et accompagnés de plusieurs chariots, précédés du drapeau de la Croix-Rouge et en portant le brassard, ils partirent au nombre de 73. Le reste de la population attendit vainement leur retour. Trois jours après, le bruit se répandait dans le village que tous avaient été victimes de la barbarie allemande. Sur les 73, deux seulement ont échappé à la mort. J'ignore à quelle armée appartenait l'officier qui avait donné l'ordre à mon frère.»

Tous les témoignages confirment de même, que les victimes de Latour et la plupart de celles de Ethe, ont été fusillées alors qu'elles étaient réquisitionnées pour les services de la Croix-Rouge.

Mussy-la-Ville

Le 22 août, pendant la bataille sur les hauteurs de Signeulx, des troupes allemandes pénètrent dans le village de Mussy-la-Ville. Les contradictions les plus ridicules dans les ordres donnés aux autorités communales amènent des incidents regrettables.

Félicité par certains officiers de l'aide qu'il a apporté à la Croix-Rouge, le bourgmestre est maltraité par d'autres, arrêté, injurié, menacé d'être fusillé. Les hommes désignés pour enterrer les soldats morts sur le champ de bataille et recueillir les médailles et l'argent sont traités de détresseurs de cadavres et échappent à grand peine à l'exécution.

Dès leur entrée dans le village, les Allemands commencèrent à brûler des maisons; il y en eut 55 incendiées dans l'ensemble; la brutalité de la soldatesque dura plusieurs jours pendant lesquels périrent 13 civils.

Musson (Baranzy)

Le 16 août 1914, une patrouille de uhlans suivant la grand-route fut, à la sortie du village de Baranzy, dépendance de Musson, assaillie par quelques douaniers français militarisés qui s'étaient embusqués derrière une haie. Un des uhlans fut abattu ainsi que son cheval; un second uhlman fut blessé et fait prisonnier.

Ces faits servirent de prétexte aux Allemands pour commencer des représailles contre les habitants de Musson et de Baranzy.

Le 21 août eut lieu une rencontre entre les troupes françaises et allemandes aux confins des deux agglomérations; le lendemain matin, 20 maisons furent incendiées à Musson et 80 à Baranzy; 8 civils furent tués dans les rues de Musson et 1 femme périt carbonisée dans sa maison; le même jour, 21 habitants de Baranzy furent abattus dans le village; trois autres furent fusillés dans le parc de M. Olivier, vétérinaire, en présence de presque toute la population rassemblée en cet endroit.

208 habitants, tant de Musson que de Baranzy ont été arrêtés arbitrairement et conduits en Allemagne; deux d'entre eux périrent en captivité.

Les dépositions du bourgmestre, du curé et de l'instituteur de Musson qui sont reproduites ci-après fournis-

sent des détails circonstanciés au sujet des faits relatés ci-dessus.

1°) Déposition assermentée de Drapier Jean-J., bourgmestre de Musson.

Le 16 août 1914, vers midi, des douaniers français militarisés, 4 ou 5 du poste de Gussigny-Garcy, qui étaient embusqués derrière une haie le long de la grand-route à la sortie de Baranzy vers Signeulx, ont tué presque à bout portant un uhlan et son cheval et en ont blessé un autre qu'ils ont fait prisonnier. Ces uhlands suivaient la grand-route se dirigeant vers Signeulx.

Malgré les affirmations de la population, les Allemands ont attribué cette mort au fait de francs-tireurs et les habitants ont pressenti un malheur pour la commune.

Le 21 du même mois, vers 4 heures et demie, à peu près au même endroit, une rencontre s'est produite entre les troupes françaises et allemandes, notamment le 119^e et le 127^e, de la cavalerie et de l'artillerie ennemies.

Environ 800 Français ont été tués et au moins autant d'Allemands, mais ceux-ci ont été enlevés en grande partie du champ de bataille.

Le lendemain 22, vers 6 heures du matin, 80 maisons de la section de Baranzy ont été complètement brûlées par les Allemands, sous prétexte de l'existence de francs-tireurs. Peu après, vers 8 ou 9 heures, sous le même prétexte, ils allumaient, à l'aide de balles incendiaires, de pétrole et de torches de paille, 120 maisons dans le village de Musson. Pour alimenter le feu qu'ils avaient mis dans l'église, ils ont porté plus de 100 fagots. C'est M. le curé et les religieuses qui ont éteint les flammes.

En même temps, 8 personnes de Musson ont été tuées à bout portant et une femme est restée dans le feu qui dévorait sa maison. 26 habitants de Baranzy ont aussi été tués par les Allemands, dont 3 fusillés dans le parc de M. Olivier, vétérinaire à Baranzy, en présence de la plus grande partie de la population qu'ils y avaient rassemblés.

2°) Déposition assermentée d'Alexandre Jules, curé de Musson.

J'ai noté, entre autres, ce qui suit au lendemain de ces jours tragiques :

Le 16 août 1914, la Croix-Rouge de Baranzy a apporté à la maison communale de Musson, le cadavre d'un uhlan portant la médaille N° 42. J'ai appris qu'il avait été tué, ainsi que son cheval, par un douanier français qui était derrière une haie à la sortie de Baranzy, vers Signeulx le long de la grand-route.

Un autre uhlan a été blessé et fait prisonnier par les douaniers français.

Le 22 courant au matin, les Allemands ont brûlé 80 maisons à Baranzy et quelques heures après, ils ont allumé 120 habitations à Musson.

Ils ont arraché de sa demeure un vieillard de 72 ans, le nommé Félix Thiry, qui ouvrait ses volets, l'accusant de franc-tireur, ce qui était faux. Ils l'ont conduit et fusillé près de la chapelle de Godincourt. En même temps, ils allumaient la première sa maison et ensuite celle de Gustave Mercy, disant qu'elle renfermait des francs-tireurs. Les uhlands habitaient eux-mêmes cette maison depuis huit jours, il n'aurait su y avoir de francs-tireurs.

Des renseignements qui m'ont été rapportés, le signal

de l'incendie général a été donné par 4 coups de revolver tirés par un officier allemand qui se trouvait au lieu-dit «La Houbrekine». Les soldats ont aussitôt allumé aux quatre coins du village.

Quelques moments avant ce grand incendie, un soldat wurtenburgeois, un instituteur, parlant bien le français, blessé et soigné à la Croix-Rouge du patronage, me demanda quel jour sommes-nous? Je répondis le 22. — Oh! dit-il le 22, terrible jour; puis il dit en allemand à ses camarades blessés également: «il faut s'habiller promptement et s'en aller», ce qu'ils firent à part quatre qui se trouvaient dans l'impossibilité.

Les mots «terrible jour» et le départ précipité de ces blessés m'ont fait comprendre que Musson allait être brûlé. Ce soldat appartenait au 15^e corps je crois, armée du Kronprinz. Son nom m'est resté inconnu, ainsi que celui de l'officier qui a donné le signal d'incendier.

Ce même jour, ils ont tué 8 civils à bout portant; une femme est restée dans les flammes qui dévoraient sa maison et plus de 300 hommes, femmes et enfants, furent arrêtés, dont 149 hommes du village de Musson furent conduits en Allemagne. Deux sont morts en Allemagne.

Pour arriver à la délivrance de prisonniers de Musson, j'ai écrit à von Bissing (lisez von der Goltz) à Bruxelles, que je m'offrais à être fusillé sur la place de Ste-Gudule si on parvenait à me démontrer la culpabilité d'un seul prisonnier comme franc-tireur. Il m'a été répondu que les prisonniers reviendraient par groupe.

3°) Déposition de Zante Célestin, instituteur pensionné à Baranzy.

Les déclarations que vous ont faites le bourgmestre, le secrétaire communal et le curé de Musson, quant aux faits commis par les Allemands pendant la guerre à Musson et à Baranzy, sont exactes.

La question de francs-tireurs à Baranzy et même à Musson, car je n'ai jamais connu leur existence, n'était qu'un prétexte pour les Allemands de brûler, tuer et arrêter les habitants.

Les nommés Blanchard François, commis aux chemins de fer, Pierre Joseph, cultivateur et Riser Jean-Baptiste, ouvrier d'usine, tous trois de Baranzy, ont été fusillés le 22 août dans le parc de Monsieur Olivier, vétérinaire, en présence de presque toute la population que les Allemands y avaient rassemblée. Cette fusillade avait pour but de semer la terreur chez les habitants et les opposer à une révolte. De nombreux habitants ont été arrêtés et conduits en Allemagne comme francs-tireurs, ce qui n'était qu'un prétexte.

Quant à l'affaire à laquelle auraient été mêlés des douaniers, il s'agit de douaniers français qui, s'étant cachés à la sortie de Baranzy, ont tué sur la grand-route un uhlan et son cheval, en ont blessé un autre et l'ont fait prisonnier.

Il nous a été impossible de trouver aucun témoignage pouvant établir l'identité des officiers et soldats auteurs de tous ces actes criminels.

Bleid (Gomery)

Les faits principaux concernant cette commune se sont passés le 23 août, pendant les combats importants que les Allemands livrèrent aux Français dans les environs.

Un grand nombre de blessés français avaient été

recueillis sous la protection de la Croix-Rouge, soit dans des ambulances, soit chez des habitants qui les soignaient. Les premières patrouilles allemandes qui pénétrèrent dans le village n'y commirent aucun excès; les habitants d'ailleurs étaient terrifiés par la bataille et incapables d'aucune résistance. Mais un peu plus tard, les troupes qui arrivèrent en plus grand nombre, prétendirent qu'on avait tiré sur elles de la Croix-Rouge. Cependant le médecin major français s'était avancé au devant de l'officier allemand, en agitant l'insigne de la Croix-Rouge. Les soldats lancent des coups de feu vers les maisons, y pénétrèrent ensuite et tirent par les fenêtres, ce qui leur permit, semble-t-il de prétendre dans la suite, qu'on a tiré sur eux. C'est à ce moment que se produisit le fait le plus important signalé à Gomery par tous les témoins.

Les Allemands pénétrèrent dans les ambulances et dans les maisons où se trouvent des blessés français. Ils les chassent au dehors, en leur infligeant par ce fait d'atroces tortures et finissent par les fusiller par groupes, en présence des habitants qu'ils semblent avoir rassemblés pour assister à ce spectacle et qui restèrent toute la nuit parqués dans une prairie.

On enterra 84 blessés français tués dans ces conditions. Le village fut livré aux flammes; plus de 30 maisons, notamment celles où se trouvaient des Croix-Rouges, furent incendiées.

Un civil périt pendant le massacre des blessés.

Voir ci-après la déposition de Hizette Théophile, instituteur, qui donne de ces faits un récit très complet, confirmé d'ailleurs en tous points par les autres témoins.

Déposition de Hizette Théophile, 54 ans, instituteur, domicilié à Ruette.

Après la bataille d'Ethe, le 22 août 1914, le village de Gomery se trouva rempli de plus de trois cents blessés français. Pendant la journée, une ambulance fut établie au château du Baron de Gerlache sous la direction du docteur Ruteil du 74^e hussards. Une seconde fut installée dans l'habitation de la veuve Lambert-Liégeois, ainsi que dans trois maisons voisines, par les soins du major Sédillot du 26^e d'artillerie. Sur les portes principales et les annexes flottaient les drapeaux de la Croix-Rouge.

Pendant la nuit du 22 au 23, ce fut un va-et-vient de troupes décimées revenant du combat. Le lendemain dimanche, la population se dépensa à procurer aux blessés les choses nécessaires.

Vers 9 heures et demie apparurent les premiers éléments ennemis. Ils visitèrent les maisons du village et les ambulances, mais ne commirent aucun excès.

Un peu plus tard, une seconde patrouille se présenta; comme la première, elle inspecta rues et maisons, sans manifester de sentiments hostiles, se contentant de briser les armes déposées aux seuils des maisons où se trouvaient des blessés.

Tout à coup, vers 11 heures, la situation devint tout à coup critique. Me trouvant sur le pas de ma porte, j'entendis soudain une sourde rumeur venant du fond du village et j'aperçois un groupe compact d'hommes, de femmes et d'enfants, encadré de soldats allemands, qui s'acheminaient au pas de course vers le cimetière. En passant devant chez moi, un chef me fait un signe impératif signifiant que j'avais à me joindre à la foule. On s'arrêta devant

le cimetière, à 100 mètres de ma demeure. Derrière nous, d'autres civils arrivaient grossir notre groupe. Le chef allemand qui donnait les ordres, gesticulait autour de nous, nous reprochant d'avoir tiré de la Croix-Rouge, sur les troupes et nous menaçant d'être fusillés. Les hommes stupéfaits avaient à peine la force de protester, les femmes et les enfants sanglotaient. On nous parqua le long des murs du cimetière face au bois d'Ethe.

Pendant ce temps, avait commencé le martyre des Français réfugiés à l'ambulance Sédillot et ses annexes. La rue était remplie de blessés chassés de leurs refuges et traqués comme des bêtes fauves. On les voyait, s'avancant ou plutôt se traînant vers nous, geignant et labourés par l'émotion et les souffrances. Pour se soutenir, les uns s'accrochant au bras de leurs compagnons, les autres s'appuyant sur des bâtons; on en voit qui rampent sur leurs mains et sur leurs genoux; beaucoup sont en chemise ou demi-nus avec des pansements nouvellement faits. Sans pitié pour les blessés ou leurs atroces souffrances, leurs bourreaux les pressent et les poursuivent avec force coups de crosse de fusil; certains de ces malheureux ne pouvant se mouvoir assez vite, sont assommés sur la route même. Le sinistre cortège arrive sous les marronniers du cimetière, entouré de nombreux soldats, commandés par un chef qui gesticule et vocifère continuellement. Le sort des malheureux français est vite réglé. Un premier groupe, 8 ou 10, est collé au mur, à gauche de la grille d'entrée, puis abattu d'un feu de peloton. Bientôt un second lui succède, puis un troisième.

Comme l'espace libre se restreint, la fusillade toujours par paquets se continue devant le mur sud, puis dans un petit clos tout proche. Et pendant environ une heure, sous les yeux des habitants pétrifiés et à chaque instant menacés d'un sort pareil, l'horrible tuerie continue.

Pendant que se déroulait cette scène terrifiante, les troupes allemandes s'acheminaient compactes, vers Gomery. Du lieu de notre captivité, nous les voyons envahir, venant du bois d'Ethe, la plaine, les chemins, la campagne du village. C'était à chaque instant des commandements, des cris rauques dominant le tout. À chaque instant, passaient près de nous des officiers à cheval, nous montrant le poing ou la cravache: «Votre Croix-Rouge a tiré sur nos troupes, c'est criminel, vous serez châtiés».

Tout à coup, un ordre fut donné et trois otages furent pris parmi nous: M. l'abbé Bauret, l'échevin et un fermier du château; conduits dans les champs, du côté de Latour, ils voyagèrent de gauche et de droite pendant plusieurs heures, puis finalement revinrent à nous vers le soir.

J'oublie de rapporter que, tandis que les scènes se déroulaient, sous nos yeux, le village avait été livré aux flammes. Dès midi, l'incendie avait commencé et n'avait pas tardé à se généraliser. Dès 17 heures, 32 maisons, souvent les plus importantes, étaient devenues la proie des flammes.

La nuit arriva, toute d'angoisse et de douleurs, avec pour vision sinistre l'incendie de nos maisons qui se rallumait à chaque instant et les cris déchirants «Au secours, au secours» poussés par de malheureux Français restés dans les flammes. Notre sort dépendait toujours d'un caprice de nos bourreaux.

Enfin le soleil reparut, toujours accroupi à l'endroit où nous avions été parqués la veille, je me trouvais là avec ma

femme et six enfants, le septième avait disparu. Quel serrement de cœur je ressentais quand l'un des petits me demandait: «Papa serons-nous fusillés?».

La matinée du 24 s'écoula ainsi. Vers midi, nous remarquâmes des groupes de soldats allemands passant en revue notre rue. D'autres prenaient position à l'arrière des jardins.

Puis tout à coup, des soldats français qui, découverts sans doute dans les refuges où ils s'étaient cachés, prirent éperdument la fuite par les jardins. Mais aussitôt une fusillade nourrie les clouait morts sur place. Ce fut en ce moment que ma demeure, qui la veille avait été respectée entre toutes, fut livrée aux flammes. Quelques jours après, lors de ma première visite dans les ruines, je découvrais trois soldats français morts dans ma cave et portant d'horribles blessures.

Vers 16 heures le 24, sur un ordre donné, nous redescendîmes le chemin du cimetière pour aller nous installer à une bifurcation de chemin, tout près de la route d'Ethe. En passant devant nos ruines fumantes, nous n'éprouvions qu'une indifférence, mais sur la rue dans les fossés, le long des maisons, ce n'étaient que cadavres d'hommes et d'animaux.

L'ambulance Sédillot présentait un aspect particulièrement lugubre. Devant la façade dans le filet d'eau gisait le corps d'un malheureux Français, dont la tête aplatie avait dû être écrasée vingt fois par les camions, les automobiles.

Sur le seuil pendait lamentablement un corps, dont la tête reposait sur la marche inférieure et dont les jambes carbonisées avaient disparu. Devant la maison d'en face où, la veille flottait le drapeau de la Croix-Rouge, se trouvait un amoncellement d'une demi-douzaine de cadavres, malheureux blessés à qui leurs bourreaux n'avaient pas même donné le temps de rejoindre leurs frères du cimetière et qu'ils avaient cru plus expéditif d'assassiner sur place.

Donc nous fumes arrêtés à proximité de la route d'Ethe-Ruette vers la fontaine. Une patrouille de 6 ou 8 soldats, l'arme au poing, baïonnette au canon, nous attendait avec des regards sinistres.

Quelques soldats français épargnés nous accompagnaient. On nous fit asseoir et notre interprète nous apprit que bientôt on allait décider de notre sort. Sur la route d'Ethe toute proche, défilaient sans cesse des troupes de toutes armes. Dans les rangs, on remarquait fréquemment des groupes de soldats français prisonniers. La nuit vint. Vers 22 heures, le major s'avança. Il était accompagné d'un peloton qui, lampes électriques en main, vint nous dévisager tous l'un après l'autre.

Nous entendîmes les reproches du major: «Vous avez tiré». La sentinelle qui nous gardait depuis la veille nous défendit, paraît-il, ce qui fut cause que le major s'abstint de décider, remettant l'affaire à l'appréciation du général. À minuit, celui-ci vint à son tour. Reproches et menaces sortirent aussi de sa bouche, mais finalement la sentinelle eut encore raison de lui. Il partit en commandant de fusiller le premier qui tenterait de s'enfuir.

Le reste de la nuit se passa sans autre accident.

À partir du lendemain, la discipline fut moins rude. Les femmes purent se détacher pour vaquer aux soins d'un

premier repas. Une chaudière fut installée sur un feu et l'on prépara le café. Les hommes furent réquisitionnés pour le creusement d'une grande fosse. Armés de pelles, etc., tous s'acheminaient vers le cimetière. Ce ne fut pas sans un poignant serrement de cœur que nous revîmes, au nombre d'une centaine, ces pauvres fusillés de l'avant-veille. Tous portaient d'horribles blessures soit au front, à la bouche, au cœur. Le creusement d'une fosse de 20 mètres de long dura 2 jours, puis les civières fonctionnèrent. Les médailles étaient enlevées, puis remises aux sentinelles, ainsi que l'argent.

Pendant deux ans, les habitants de Gomery et particulièrement la famille de Gerlache entretenirent cette fosse.

En 1917, l'autorité allemande procéda à l'exhumation des cadavres, qui furent déposés ensuite dans un cimetière établi à l'endroit nommé «Les Rapes».

Ruette, Dampicourt, St-Mard, Meix-devant-Virton

Ces villages ont souffert principalement des bombardements pendant les combats. À Ruette cependant, les témoins rapportent que les soldats allemands ont mis le feu volontairement à plusieurs immeubles et qu'ils ont tué isolément trois personnes sans défense.

Au cours de son enquête, le juge d'instruction d'Arlon a recueilli les dépositions de plus de 20 témoins relativement aux faits qui se sont passés dans les communes d'Ethe, Latour, Mussy-la-Ville et Musson. D'autre part, dans le procès-verbal du juge de paix de Virton, concernant les communes de Bleid (Gomery), Ruette, Dampicourt, St-Mard, Meix-devant-Virton, on relève plus de 15 dépositions assermentées. Le dossier comporte en outre les rapports des brigades de gendarmerie de Virton et de Jehonville.

CANTON D'ÉTALLE

Les communes formant le canton d'Étalle ont eu à souffrir des violences, particulièrement graves, de la part de l'envahisseur, au lendemain de combats qui avaient eu lieu le 22 août 1914 dans la région entre les troupes françaises et allemandes et au cours desquels le village de Rossignol a notamment subi un bombardement intense.

Partout les habitants terrifiés se sont cachés dans leur habitation. Aucun n'a eu dans ces circonstances l'idée de résister les armes à la main aux soldats allemands. Cependant les massacres furent accomplis en masse, accompagnés d'actes de terrorisme, d'incendies, de pillages caractérisés. Dès leur entrée dans la région, les Allemands se saisirent de centaines de civils, qu'ils traînèrent avec eux pour les faire travailler au front ou qu'ils envoyèrent en Allemagne.

Les noms des petits villages de Rossignol, dont 108 habitants furent fusillés, et de Tintigny dont 84 habitants périrent dans des conditions tragiques, servent particulièrement d'illustration à ces crimes.

Étalle

Les Allemands ont commis des excès dans cette commune, à partir de la journée du 22 août. À leur arrivée, ils ont enfermé la population dans l'église et l'y ont laissée pendant une semaine, au cours de laquelle ils se livrèrent à un pillage systématique.

Le nombre des victimes fusillées est de douze, dont sept périrent sur le territoire de la commune et cinq lors des massacres d'Arlon. 29 maisons ont été incendiées. Les témoins racontent les détails des meurtres et des incendies. C'est à bout portant (meurtre de Joseph Lebrun par un gradé) que sont tués des habitants qui fuient avec leur famille les maisons où le feu a été mis à l'aide de produits incendiaires. André Lepage est frappé d'un coup de baïonnette sur le pas de sa porte et achevé par deux coups de revolver. D'autres habitants sont atteints dans leurs demeures par des soldats surexcités, tirant sur eux par les portes et les fenêtres. Il résulte incontestablement des dépositions, (que toute la population était terrorisée et n'opposait aucune résistance à l'envahisseur.

Le village d'Étalle fut encore le théâtre d'un meurtre caractéristique: celui du vicaire, l'Abbé Pierret, pendu le 23 août 1914. Un officier allemand, le baron Oppenheim, avait cru voir en lui un officier français déguisé en prêtre et l'avait fait pendre sans autre forme de procès.

Voir au sujet des faits d'Étalle, cinq dépositions d'habitants de la commune, ainsi que celle de M. C. Ensich, bourgmestre d'Arlon:

1°) *Déposition assermentée de Rizette Émile, cantonnier, domicilié à Étalle.*

Le samedi 22 août 1914, vers quatre heures de l'après-midi, je me suis réfugié chez Gustave Coulon en compagnie de ma femme et d'Élie Rock. Là, des canonniers allemands sont venus nous chercher et nous ont entraînés dans la campagne. Là, ils m'ont lié les mains et passé la corde au cou, et m'ont entraîné jusque dans le fossé de la route de Virton en compagnie d'Élie Rock. Pendant qu'on me liait, j'ai vu des soldats, des canonniers et des chasseurs cette fois, brutaliser Coulon et lui porter des coups de crosse et des coups de pied. Il avait à ce moment-là une large plaie à la tête. Quelques minutes après, ils l'ont amené près de nous, le traînant par une corde qu'il lui avaient passée au cou. À ce moment-là, Coulon était déjà mort. Ces soldats devaient revenir de la bataille de Virton; car nous avons vu, quand nous étions liés, tout le matériel redescendre la route de Virton-Étalle. Des chasseurs de ce régiment étaient venus loger chez moi la veille; c'est à moi-même qu'ils ont dit qu'ils étaient des chasseurs à pied; et à ma sortie de l'église le 26 août, j'en ai encore parfaitement reconnu dans le village.

2°) *Déposition assermentée de Leguèbe Elvire, veuve de Paygnard Joseph, ménagère, domiciliée à Étalle.*

Le samedi 22 août 1914, entre quatre et cinq heures de l'après-midi, je me trouvais réfugiée dans la cave de ma maison, en compagnie de mon mari, de ma fille et de mes deux sœurs Georgette et Lucie Leguèbe, pendant que les soldats allemands tiraillaient dans les rues. À un moment donné, ceux-ci tirèrent à travers les fenêtres de la maison et y pénétrèrent en brisant tout. Nous nous sommes précipités en dehors de la cave et nous nous sommes sauvés à travers le jardin. Malheureusement mon mari aura sans

doute été touché d'une balle au haut de l'escalier de la dite cave, car il n'a pu sortir de la maison, que les Allemands ont, à l'instant même, incendiée. Le cousin de mon mari, Lambert Paygnard, a retrouvé ses restes deux ou trois jours après. Avant d'incendier notre maison, les Allemands avaient déjà mis le feu à deux hangars qui se trouvaient aux deux côtés, et au même moment les immeubles Maréchal, Balon, Coulon, Rock, Michel, Lenoir, Peny et Roussel flambaient.

Au moment où nous nous sauvions dans le jardin, les Allemands nous ont poursuivies à coups de fusil. Ma sœur Georgette a été frappée de deux balles, une à la gorge, l'autre à la poitrine. Elle a été soignée à la Croix-Rouge d'Étalle et est actuellement complètement rétablie.

Je ne saurais pas vous donner de renseignements de nature à identifier les soldats qui ont commis ces crimes.

3°) *Déposition assermentée de Veriter Marie, veuve de Ricaille Camille, ménagère, domiciliée à Lenclos-Étalle.*

Le samedi 22 août 1914, dans l'après-midi, la fusillade avait crépité dans le village. Nous étions restés enfermés chez nous, mon mari, mes trois enfants et moi. À un moment donné, vers cinq heures, quarante ou cinquante soldats allemands sont arrivés devant notre demeure en hurlant comme des bêtes fauves. J'ai dit à mon mari d'aller leur ouvrir la porte de l'écurie, pour le cas où ils voudraient entrer. Pendant ce temps-là, les Allemands se sont mis à tirer à travers les fenêtres de la maison. Ma fille et moi, nous sommes parvenues à nous garer, mais mon mari, en revenant de l'écurie avec mes deux fils a été frappé en pleine poitrine au moment où il traversait la cuisine, et est allé tomber raide mort dans la place donnant sur le jardin. Une balle lui avait traversé le poumon de part en part.

Immédiatement après, on m'a faite prisonnière avec mes enfants et l'on m'a conduite de l'autre côté de la rue. J'ai parfaitement vu alors les soldats allemands mettre le feu à la maison Hanzir et du même coup les maisons Dumont, Leguèbe, Authelet, Michel et Schnock ont flambé.

Le lendemain 23 août 1914, vers quatre heures et demie de l'après-midi, les maisons Lebrun, Limès, Lempereur, Balon, Laurent, Lex, Lempereur Joseph et Laguerre ont également été incendiées. Le feu a été mis chez le bourgmestre Lebrun, d'après ce qu'est venu me dire un soldat, au moment même de l'incendie, alors que je me trouvais en compagnie de M^{me} Jean Floesser dans ma maison.

Je ne puis vous donner aucun renseignement de nature à identifier les soldats qui ont commis ces crimes, ni à quelles unités ils appartenaient.

4°) *Déposition assermentée de Kieffer Numa, négociant, à Étalle.*

Mon frère Léon, mort le 1^{er} septembre 1916, m'a raconté que le dimanche 23 août 1914, à quatre heures du matin, il se trouvait à la fenêtre du second étage de sa maison, quand il a vu une bousculade se produire dans la troupe de soldats qui se trouvaient à quelques mètres du seuil. Au même instant, deux soldats montaient sur le mur du jardin Gérard Canon, juste au tournant, vis-à-vis de la porte du magasin de mon frère et assujettissaient une corde au poteau indicateur qui se dressait précisément là.

Ils y pendirent le malheureux abbé Pierret, vicaire d'Étal-le, qui, au moment où ils le hissèrent, n'était déjà plus qu'une vraie loque humaine. Mon frère dut se retirer aussitôt, car déjà des soldats s'étaient retournés et le visaient.

Je me trouvais à l'église avec le restant de la population, lorsque vers neuf heures du soir, des Allemands sont venus l'arracher brutalement d'entre nous, en lui déclarant qu'il serait pendu. Le malheureux les suppliait de le fusiller au lieu de le pendre.

Déjà dans l'après-midi vers quatre heures et demie, des soldats le brutalisaient. Ils l'ont amené, à ce moment-là, devant la maison de mon père, où je me trouvais, et ils voulaient à toute force me faire déclarer qu'il était officier français.

Je ne pourrais vous donner de renseignements de nature à identifier les coupables.

5°) Déposition assermentée de Courtois Victorine, veuve de Martin Joseph, rentière, à Étalle.

Le dimanche 23 août 1914, vers 6 heures du matin, des soldats allemands sont venus nous chercher avec ma fille Lucie pour nous conduire à l'église. En passant au carrefour des grand-routes, au milieu du village, vis-à-vis de la maison Kieffer, j'ai vu le cadavre, horrible à voir, du malheureux abbé Pierret, vicaire d'Étal-le, qui pendait lamentablement à une faible hauteur au poteau indicateur qui se trouve à cet endroit. La langue démesurée qui sortait de sa bouche, prouvait que le malheureux avait subi le supplice de la pendaison.

Je ne saurais vous donner de renseignements de nature à faire connaître les coupables.

6°) Déposition de Enschedé Charles, âgé de 78 ans, bourgmestre d'Étal-le, domicilié à Arlon.

Je me souviens qu'au début de la guerre, après une réunion du conseil d'administration Arbed, c'est-à-dire Dudelange, nous soupions au restaurant Beyens, lorsque von Oppenheim, administrateur de la dite société nous a raconté un incident d'espionnage qui venait de se passer à Étalle. Un officier français, d'après lui, s'était déguisé en prêtre et avait pénétré jusqu'à l'État-major allemand, à Étalle. Prévenu par ses soldats de la capture de cet espion, il s'était rendu à l'église, avait été droit à celui des renfermés qui portait la soutane, l'avait saisi à la gorge, en lui disant: «je te tiens canaille, tu seras pendu», on avait abreuvé d'injures cet homme et on l'avait pendu à un réverbère après l'avoir brutalisé. Le baron Oppenheim nous a dit que cet officier s'était si bien déguisé, qu'il avait sur lui un bréviaire et un chapelet; mais qu'il était certain, malgré sa tournure, de sa qualité d'officier et de français, car ils avaient trouvé son uniforme dans la maison du vicaire; dès ce moment, j'ai eu l'impression de l'erreur qui avait été commise et ai dit au directeur, aujourd'hui révoqué: je ne voudrais pas avoir sur ma conscience la mort de cet espion.

M. Adolphe Zian a causé de cette conversation à M. Banne, avocat de Bruxelles qui habite Étalle l'été, et alors nous avons su l'abominable méprise que le baron avait commise. Le chef du corps d'armée s'appelait von Fransch, c'est lui qui commandait le corps d'armée qui était à la bataille d'Ethé. Oppenheim était également de cette bataille et sur mes protestations que les fusillés étaient innocents, n'a rien voulu entendre.

Rossignol

Le 15 août 1914, des patrouilles appartenant au corps d'armée du Kronprinz pénétrèrent dans Rossignol et enlevèrent le drapeau belge qui flottait sur la tour de l'église. Le 19 août, un civil du nom de Jules André fut abattu dans le vestibule de sa maison, par deux soldats allemands.

Le 22 août, un violent combat eut lieu, dans les environs de Rossignol, entre troupes françaises et allemandes; le village lui-même fut bombardé et une dizaine de maisons prirent feu. Dans le courant de la journée, le VI^e corps d'armée allemand s'installa dans la commune. Le soir même, les Allemands mirent intentionnellement le feu à soixante-deux immeubles. Après l'incendie, ils se livrèrent au pillage systématique des maisons, tant de celles qui avaient été incendiées, que de celles que l'incendie avaient épargnées.

Lorsque la bataille eut pris fin, les Allemands rassemblèrent toute la population de Rossignol à l'église, y compris les civils qui, munis du brassard de la Croix-Rouge, enterraient sur leur ordre les morts.

Hommes et femmes restèrent enfermés dans l'église jusqu'au 24 au matin. Les hommes, au nombre de 108, furent alors séparés des femmes et parqués dans une prairie. Le lendemain, ils furent conduits, tant infirmes que valides, sous bonne garde à la gare de Marbehan, où ils furent embarqués pour Arlon. Arrivés à Arlon le 26 août, ils furent, jusqu'au dernier, fusillés sans jugement.

Le 26 août également, mais à Rossignol même, l'échevin Goffinet Jean-Baptiste, réquisitionné pour enterrer les morts et portant le brassard de la Croix-Rouge, fut tué à brûle pourpoint par un officier rencontré sur la route. Un autre civil du nom de Jacquet qui accompagnait Goffinet fut laissé pour mort sur le terrain.

Enfin, il résulte des témoignages recueillis, tant par le juge de paix du canton d'Étal-le que par le juge d'instruction d'Arlon, que des soldats français blessés ont été achevés après la bataille de Rossignol et que des prisonniers de guerre y furent fusillés.

1°) Rapport confirmé sous serment de Jacquet Joseph, employé domicilié à Rossignol.

Aussitôt après la bataille des 22 et 23 août 1914, les hommes qui avaient échappé aux arrestations organisées par les boches furent réquisitionnés pour ramener les blessés et enterrer les morts.

Le 24 août, je fus réquisitionné par un officier pour soigner les blessés qui se trouvaient au château de Rossignol.

Le 25, je fus sur le champ de bataille muni d'un libre parcours délivré par le Bourgmestre et d'un brassard de la Croix-Rouge.

Le 26, vers onze heures du matin, je venais d'accompagner un prêtre allemand près d'une tombe de soldats français et allemands pour leur rendre les derniers devoirs et je retournais près des ouvriers qui enterraient les chevaux morts au sud du château à quelques centaines de mètres du parc, quand l'échevin Goffinet vint me chercher pour aller voir s'il ne se trouvait plus de blessés ou tués dans les clos qui se trouvaient à proximité.

Nous avions à peine fait 150 mètres, quand arrivèrent 1 officier et 2 soldats allemands qui nous déclarèrent

qu'ils allaient nous tuer.

À ma demande du motif pour lequel ils voulaient agir de la sorte, vu que nous étions réquisitionnés, l'officier répliqua : « nous allons vous tuer ».

Je lui montrai alors le libre parcours ; sans essayer de le lire, il froissa le papier, le jeta à terre et nous ordonna de nous mettre contre la haie, environ à 4 mètres de distance et de lui tourner le dos, qu'il allait nous tuer. C'est alors que l'échevin Goffinet le supplia de n'en rien faire, vu que nous étions innocents.

Il entra dans une grande colère et nous ordonna à nouveau de lui tourner le dos. À peine étions-nous en place qu'un commandement retentit, suivi immédiatement d'un coup de feu et d'un hurlement de douleur jeté par Goffinet ; un second coup l'abattit la poitrine fracassée.

Voyant cela, la réflexion me vint de me laisser tomber au 1^{er} coup de feu tiré.

À peine cette pensée venait-elle de surgir, qu'un commandement retentit et je sentis la balle qui m'entrait dans le dos, je pirouettai sur moi-même et je m'abattis la face collée au sol. C'est à ce moment que les Allemands s'avancèrent, nous coupèrent les brassards de la Croix-Rouge, les emportèrent et nous laissèrent pour morts sur le terrain.

En s'enfuyant, ils passèrent près des ouvriers et leur dirent qu'ils venaient de tuer deux hommes, mais qu'ils défendaient d'aller les ramasser sous peine de mort. Quant à moi, sentant le sang couler de mes blessures, car la balle étant entrée par le dos était sortie par la poitrine, je fis un effort pour me relever et voyant les boches partis, je revins près de mes compagnons terrifiés et tâchai de regagner la maison pour me faire panser, ce qui fut fait par un docteur allemand.

Je restai plusieurs jours entre la vie et la mort et j'endurai de terribles souffrances.

Je parvins à guérir, mais il m'en reste toujours une invalidité qui est pour moi un souvenir et une occasion de cultiver la haine à l'égard de la nation parjure et barbare et de réveiller ce sentiment au cœur de tout être civilisé qui serait tenté d'oublier.

2°) Déposition assermentée de Moreau Jean Baptiste, garde champêtre, à Rossignol.

Le 22 août 1914, jour de la bataille, me trouvant au lieu-dit « Les Pâques » où j'étais caché dans un champ de betteraves, cherchant ainsi à échapper à la fureur des Allemands, j'ai vu des soldats de cette armée achever à coups de crosse de fusil des blessés français qui leur demandaient grâce et qui étaient agenouillés, les mains jointes et en l'air. Je me trouvais à environ 180 mètres du lieu du massacre. Ma femme m'accompagnait et peut aussi témoigner.

Avant de quitter le village pour me sauver dans les champs, j'ai reçu un coup de crosse de fusil d'un Allemand. Ce coup m'a été porté dans les reins et j'ai été renversé ; motif : parce que je voulais délivrer un de mes cochons, ma maison étant en feu.

Mon fils Augustin, qui réside actuellement à Les Bruyères près de Chaourse, département de l'Aube (France) a aussi vu les Allemands achever les blessés français. Il a aussi été poussé par des Allemands dans la maison Wilmus, au moment où cette maison brûlait ; mais il

est cependant parvenu à se sauver.

J'ai également vu les Allemands mettre le feu chez moi, ainsi que chez ma voisine la veuve Wilmus et chez Baudru Eugène. Ils jetaient quelque chose dans les maisons, je crois des grenades incendiaires.

3°) Déposition assermentée de Gravis Antoinette, épouse Pêcheur Auguste, à Rossignol.

« Le 23 août 1914, me sauvant dans la direction de Ste-Anne, en même temps que six hommes du village, nous avons été rencontrés par des Allemands et arrêtés. Nous avons été conduits au clos près de l'usine Huriaux, dénommé par la suite « camp de la misère ». En cours de route, j'ai reçu plusieurs coups de crosse. Me trouvant prisonnière au clos dont je viens de vous parler et où se trouvait une grande partie de la population et environ 1.500 soldats français, j'ai vu passer devant moi 2 soldats français que l'on allait fusiller. À cette fin, on leur avait fait enlever leur veste. Prise de frayeur, je me suis cachée la figure et me suis bouché les oreilles afin de ne pas entendre les détonations. »

4°) Déposition assermentée de Chenot Philomène, épouse Gérard Joseph, à Rossignol.

Le 23 août 1914, lendemain du jour de la bataille, des Allemands ont mis le feu chez nous. M'étant sauvée, j'ai été arrêtée par un soldat ennemi qui m'a prise par le bras et qui m'a conduite dans l'enclos de mon voisin où se trouvaient déjà trois autres soldats allemands. Ceux-ci m'ont mise en joue, ce que voyant je les ai suppliés de ne pas me tuer ; mais rien n'y fit, car presque aussitôt ils ont tiré sur moi. J'ai été atteinte par une balle qui m'a traversé la tête, partant de la joue gauche et est sortie près de l'œil droit. À partir de ce moment, je suis tombée évanouie et ne sais plus exactement ce qui s'est passé. Mon œil droit a dû être extrait par le docteur Schwartz d'Arlon, lequel habite actuellement 4, avenue Louis Bertrand à Bruxelles.

Tintigny

Le 22 août 1914, un combat acharné se livra dans les environs de Tintigny entre les troupes françaises et allemandes.

Dès 5 heures du matin, les Allemands avaient envahi Tintigny même, où ils entrèrent en tirant de tous côtés, bien qu'il n'y eut aucun Français dans la commune et que tous les habitants se fussent réfugiés dans les caves ou dans les abris. Ils mirent immédiatement le feu à de nombreuses habitations, après les avoir pillées ; 183 immeubles furent incendiés. Deux femmes furent asphyxiées par la fumée dans les caves où elles s'étaient blotties. Ensuite, les Allemands firent irruption dans les maisons non incendiées, chassant les habitants dans la rue, tuant les hommes ou les emmenant avec eux, suivant leur humeur. Quatre civils furent notamment tués à coups de revolver par un seul soldat allemand, ainsi que le rapporte sous serment le témoin Wagner Elisabeth, dont voici la déposition :

« Je me nomme Wagner Elisabeth, veuve Lebrun Constant, âgée de 64 ans, ménagère, demeurant à Poncelle.

» Le samedi 22 août 1914, vers dix heures du matin, un Allemand entra chez moi et réclama mon mari.

» Sur la réponse que je lui fis qu'il était mort, il sortit

et entra chez Stévenot. Devant ma porte se trouvaient déjà sous la garde d'un autre Allemand, Lahure Jean-Baptiste, son fils Julien et Renson Victor. Le soldat qui était venu chez moi, amena aussitôt Stévenot Léon auprès d'eux, et immédiatement celui qui les gardait les tua tous quatre, à bout portant, au moyen d'un long pistolet. Trois d'entre eux tombèrent raides morts devant ma porte, et Renson hurlant de douleur, alla s'affaler et mourir vingt mètres plus loin. À côté de ces quatre fusillés se trouvaient aussi Ricaille Édouard et sa femme. Tous deux tombèrent et firent le mort. Ricaille toutefois avait été blessé à l'épaule.

» Je ne saurais vous donner aucun renseignement sur l'identité des coupables ».

De nombreux civils furent tués dans des circonstances analogues.

Les habitants non abattus sur place furent rassemblés pour être parqués dans une prairie sur la route de Ste-Marie. Peu après, ils furent conduits à travers le village en feu dans une autre prairie sur la route de Florenville. Là, 4 civils, Goeury Jules, Jacob Marcel, Pugh William et Jacques Alcide furent séparés du gros des prisonniers et fusillés sans aucun jugement, à quelques pas de là.

L'après-midi, les femmes furent séparées des hommes. Ceux-ci au nombre d'environ 20 furent emmenés jusqu'au pont de la Rulle à Ansart par des soldats qui portaient le brassard de la Croix-Rouge.

Un de ces captifs, impressionné par les menaces de mort que ne cessaient de faire les soldats de l'escorte, se précipita au passage du pont dans la rivière où il fut tué à coups de revolver.

Les autres furent mis à mort jusqu'au dernier, par les soldats de la Croix-Rouge, un peu au-delà du même pont, sur le bord de la route, vers 6 heures du soir.

Le lendemain 23 août au milieu de la bataille, un autre groupe d'une centaine de civils fut conduit en pleine campagne entre Tintigny et St-Vincent.

Ces malheureux furent placés, face au feu des Français, au sommet d'un talus, tandis que les Allemands en occupaient la base.

Le même jour les Allemands achevèrent 4 soldats français blessés. Le 25 août, ils en achevèrent un cinquième.

Voir ci-après les 7 dépositions relatives aux faits de Tintigny :

1°) Déposition assermentée de Lamotte Albert, 46 ans, secrétaire communal à Tintigny.

Le 11 août 1914, M. le notaire Lefèvre, le curé, l'instituteur Gérard et mon frère qui était bourgmestre, furent pris dans leur maison, et conduits à 1 kilomètre du village sur la route de Bellefontaine où ils restèrent jusque vers 3 heures. Les Allemands avaient également conduit à cet endroit une quarantaine de civils; tous furent conduits au lieu d'exécution près du pont d'Ansart et fusillés vers 6 heures du soir. On pense dans la commune qu'ils ont été tués à coups de revolver par des soldats de la Croix-Rouge. Toute la population de Tintigny fut faite prisonnière le 22 août et enfermée dans les dépendances de la maison communale. Le lendemain, les Allemands firent un triage; ceux qui étaient âgés de plus de 65 ans furent libérés, les autres furent conduits sur les hauteurs du Chenois pendant que la bataille faisait rage; je faisais par-

tie du groupe. Nous avons été libérés vers 4 heures. Le 24 août, les Allemands me chargèrent de remplir les fonctions de bourgmestre. Ils me disaient que mon frère, qui était le vrai bourgmestre, était en sûreté. Or en ce moment il était fusillé depuis le 22 août. Ils me donnèrent l'ordre de faire enterrer les morts et le bétail qui se trouvaient dans le village. Tandis qu'on creusait les fosses, plusieurs habitants essuyèrent des coups de feu des troupes de passage. Le sacristain et moi fûmes arrêtés, alors que nous circulions dans le village pour trouver des outils; nous comparûmes devant un conseil de guerre et finalement nous fûmes relâchés.

Le 22 août, ma mère qui après l'arrestation de mon frère s'était réfugiée chez des voisins, fut asphyxiée dans la cave de la maison Flamion Édouard, à laquelle les Allemands avaient mis le feu. La veuve Zondag est morte de la même façon dans sa propre maison.

Je confirme l'exactitude de la liste des 81 personnes fusillées qui se trouve au dossier.

2°) Déposition assermentée de Gustin Nicolas, 59 ans, maçon, domicilié à Ansart (Tintigny).

Le jour de la bataille de Tintigny, vers 10 heures, les Allemands ont commencé à mettre le feu aux maisons d'Ansart. Comme ils approchaient de chez moi, je suis allé me réfugier avec ma famille dans les ruines de la maison Rion-Cordier, qui avait été incendiée en juin 1914. La plupart des gens d'Ansart s'y trouvaient déjà. Vers 5 ou 6 heures du soir, en regardant par un des soupiraux, j'ai vu le peloton de civils de Tintigny, encadré par des troupes allemandes baïonnette au canon qui venait dans la direction du moulin d'Ansart. En tête de ces civils se trouvaient M. le curé de Tintigny, M. le bourgmestre Lamotte, le notaire Lefèvre, l'instituteur Gérard et ensuite environ 40 autres civils. Peu de temps après, ce cortège a redescendu le village et s'est arrêté devant la maison Conrotte.

C'est pendant cette halte que le feu a été mis à ce bâtiment. La grande partie des autres maisons flambaient déjà depuis longtemps.

Les boches remettant alors leurs prisonniers en marche, ils leur ont fait prendre la direction de Marbehan. À la chute du jour, je suis rentré chez moi avec ma famille. Au moment de notre rentrée, nous avons entendu avec ma femme, des clameurs et des plaintes venant de la direction du lieu où l'on a trouvé les cadavres le lendemain. Ayant passé la nuit au bout du jardin, nous avons entendu vers 11 heures une nouvelle fusillade entre Ansart et Tintigny et le lendemain matin deux gros camions automobiles allemands sont allés dans cette direction; mais je n'ai pu voir quelle était leur mission.

Le lundi vers 4 heures, j'ai alors été réquisitionné avec les autres hommes d'Ansart pour aller enterrer les fusillés laissés par les boches sur le terrain; ils en avaient enterré une bonne partie. Cette besogne terminée, un chef allemand nous fit ranger par 4 en nous disant: «maintenant vous allez aussi être fusillés, vous avez tiré sur nos soldats». Nous avons tous protesté de notre innocence.

Toujours sous la menace de nous fusiller, ils nous ont tenu ainsi quelque temps dans cette prairie, puis nous ont fait remonter le remblai de la route en nous disant: «prisonniers à Tintigny en attendant». Alors ils nous ont fait marcher vers Tintigny. En passant sur le pont de la Rulle

à Ansart, le nommé Choisy Émile, effrayé par les menaces continuelles qui nous étaient adressées, s'est jeté dans la Rulle. Les Allemands ont alors ouvert un feu nourri sur son corps qui se trouvait dans l'eau. À ce moment, j'ai voulu regarder dans la rivière pour connaître la cause de cette fusillade, car je n'avais pas vu le geste de Choisy, mais j'ai reçu un violent coup de crosse dans les reins.

Ayant traversé le pont, les boches nous ont alors fait charger le cadavre d'un de leurs soldats dans un tombeau et nous l'ont fait conduire à Tintigny, dans la prairie Moulu, où nous sommes restés prisonniers; nous étions à ce moment à 24 civils et il pouvait être entre 8 et 9 heures.

Nos gardiens nous forcèrent alors à nous mettre à genoux et sans faire aucun mouvement. Quatre de nous ont ensuite été désignés pour être fusillés, nous disaient-ils, en ajoutant que nous devions l'être par groupes de 4; mais plus tard nous avons appris que ces 4 hommes désignés, c'était pour aller enterrer le cadavre boche que nous avions dû amener d'Ansart.

Vers 4 heures de l'après-midi, M. le secrétaire Lamotte est arrivé près de nous et, après avoir subi les humiliations et les menaces pendant un certain temps, les Allemands lui ont fait faire la liste des prisonniers, aux fins de savoir si nous étions d'Ansart et connus de lui.

Cette liste établie, les Allemands ont fait l'appel. Nous avons alors été de nouveau replacés sur un rang, les boches nous répétant pour la vingtième fois au moins que nous allions être fusillés. Alors M. Lamotte est intervenu de nouveau, les suppliant et leur demandant grâce pour nous. Ils ont alors accepté de parlementer un peu, puis ils lui ont dit: «vous êtes responsable d'eux tous, conduisez-les à la Croix-Rouge, en attendant qu'il soit statué sur leur sort». Nous étions restés à genoux depuis 9 heures du matin jusqu'environ 5 heures du soir.

Nous avons passé la nuit à l'ambulance et le lendemain vers 9 heures on nous a libérés.

En rentrant à Ansart, nous avons de nouveau été arrêtés et retenus comme otages durant le temps que des officiers allemands ont fait une nouvelle perquisition à Ansart dans les maisons incendiées. Pendant que cette perquisition s'effectuait, un officier nous a dit: «si on trouve une arme à Ansart, vous devez être tous fusillés.» La perquisition n'ayant rien fait découvrir, nous avons été libérés vers 1 h. de l'après-midi.

3°) Déposition assermentée de Wala Léopoldine, veuve de Calande Alphonse, 52 ans, ménagère à Han, commune de Tintigny.

Le samedi 22 août 1914, vers huit heures du matin, nous nous sommes réfugiés chez ma sœur Veuve Calande Jean Baptiste, avec mon mari, mes trois fils et ma fille. Nous étions là depuis une heure environ, quand les Allemands firent irruption dans la maison en tirant de tous côtés. Nous sortîmes, et à ce moment, comme notre maison flambait, à quinze mètres de là environ, mon mari et mes fils s'y rendirent pour sauver le bétail. Ils revinrent après coup chez ma sœur pour nous retrouver, mais nous étions sauvées. C'est alors que les Allemands se sont emparés d'eux. D'un autre côté, les Boches nous enjoignirent de remonter le village et nous tinrent quelque temps sur la route presque en face de l'école. C'est là que

j'ai revu mon mari et mes fils aux mains des Allemands. Nous avons passé la nuit dans le bois communal, et lorsque nous sommes rentrées au village le lendemain matin, nous avons trouvé, à trente mètres environ de la maison communale, mon mari et mes fils Georges et Jules étendus, le premier sur la route et les deux autres dans le fossé. Mon mari était mort. À mes cris, mes deux fils relevèrent légèrement la tête. Nous les transportâmes aussitôt chez ma sœur. Mon fils Georges mourut deux jours après, tandis que mon fils Jules est aujourd'hui rétabli. Celui-ci m'a raconté que la veille, vers onze heures du matin, les Allemands avaient tiré sur eux à bout portant, à la place où nous les avons retrouvés, et les y avaient laissés tous pour morts.

Mon fils Jules est actuellement à l'Institut des invalides à Woluwé-lez-Bruxelles.

Je ne saurais vous donner aucun renseignement sur l'identité des coupables.

4°) Déposition assermentée de Fagny Marie, veuve Rossignon, 40 ans, ménagère, à Tintigny.

Le samedi 22 août 1914, vers midi, des soldats allemands vinrent nous appréhender dans la cave où nous étions réfugiés avec mon mari et mes petits enfants. Quatre d'entre eux se sont emparés de mon mari, tandis que deux autres nous traînaient par les poignets. Ils nous emmenèrent dans la direction du tram. En passant devant la demeure de Thiry Joseph, deux des soldats qui nous escortaient pénétrèrent chez lui, et l'emmenèrent de force aux côtés de mon mari. Arrivés à l'arrêt du tram à la sortie du village, ils firent halte et là, en ma présence, ils fusillèrent à bout portant les deux malheureux. J'ai seule été témoin du crime avec mes petits enfants.

Je ne saurais vous donner aucun renseignement sur l'identité des coupables.

5°) Déposition assermentée de Claisse Victor, 46 ans, entrepreneur à Ansart (Tintigny).

Le lundi 24 août 1914, au matin, j'ai été réquisitionné par les Allemands, avec plusieurs autres habitants d'Ansart, pour enterrer les 40 civils qui avaient été fusillés l'avant-veille. Quand nous eûmes fini, ils nous conservèrent comme prisonniers et nous conduisirent dans la direction de Tintigny. Les soldats marchaient à nos côtés en nous braquant constamment le revolver à la tête, et en nous répétant sans cesse: «Vous avez tiré sur nos soldats, vous serez fusillés.» La menace émotionna tellement Choisy Émile qui marchait à côté de moi, qu'au passage de la Rulle ce dernier escalada le parapet du pont et se précipita dans la rivière. Immédiatement, les Boches arrêtaient notre convoi et se mirent à tirer sur Choisy dans la rivière. Le cadavre de ce dernier, qui fut repêché le lendemain, était littéralement criblé de balles.

Je ne saurais vous donner d'autres renseignements sur l'identité des coupables.

6°) Déposition assermentée de Bastin Adrien, 67 ans, à Tintigny.

Le dimanche 23 août 1914, vers neuf heures du matin, 4 soldats français blessés, se sont réfugiés derrière ma maison au lieu-dit: «Barrière des malades». Presqu'en même temps, des soldats allemands venaient perquisitionner chez moi, précisément dans le but d'y découvrir des Français. Ils trouvèrent ces quatre malheureux, qui levè-

rent les bras et se rendirent. Mais aussitôt les Allemands vinrent les apporter à la façade de ma demeure et là les fusillèrent sans merci.

Je ne saurais vous donner des renseignements sur l'identité des coupables.

7°) Déposition assermentée de Gobert Olga, 20 ans, à Breuvanne, commune de Tintigny.

Le mardi 25 août 1914, vers 9 heures du matin, des civils nous amenèrent un blessé français, qui avait reçu un éclat d'obus à l'œil gauche. Vers deux heures de l'après-midi, un soldat allemand arriva et voulut l'emmener. Comme nous voulions nous opposer à son départ, le Boche, revolver au poing, nous fit rentrer chez nous, et à peine seul avec le Français, il l'étendit raide mort sur la route. Des civils sont venus le chercher pour l'enterrer.

Fouches

Le 23 août 1914, les Allemands entrent à Fouches et s'emparent de plusieurs civils dont le bourgmestre M. Schnock, qu'ils emmènent attachés par les poignets aux ressorts d'une voiture, jusque Étalle. Arrivés en cette dernière commune, les prisonniers passèrent devant une sorte de conseil de guerre; l'un d'eux fut mis en liberté, mais le bourgmestre Schnock fut condamné à mort et pendu dans l'après-midi du même jour, avec un autre civil dont l'identité n'est pas connue.

Parmi ces prisonniers se trouvait également le curé de Fouches, que les Allemands avaient pour ainsi dire complètement dépouillé de ses vêtements et exposé en cet état pendant tout un temps à la risée de la soldatesque. Les Allemands lui enlevèrent à cette occasion les valeurs (environ 10.000 francs) qu'il avait sur lui. Ils ne le relâchèrent à Étalle que moyennant abandon par lui de la somme de 10.000 francs qu'ils venaient de lui voler.

On trouvera ci-après les dépositions de l'abbé Goedert et de deux autres témoins des faits.

1°) Déposition de Goedert Jean, 72 ans, curé retraité à Avion.

Le 23 août 1914, au sortir de l'église de Fouches, c'était un dimanche après la première messe, vers 8 heures du matin, un gendarme et deux soldats allemands m'ont prié de les suivre; ils m'ont conduit alors à Petit-Fouches, et là, dans un champ, ils m'ont déshabillé complètement, sauf le pantalon. Dans cette position, c'est-à-dire en état de nudité, sauf mon petit pantalon, j'ai été livré à la risée de la soldatesque, au nombre de 300 environ. Ils ont profité de cette circonstance pour vider mes habits, dont ils s'étaient momentanément emparés; c'est ainsi qu'ils m'ont pris neuf titres «Bons du Trésor» de 1000 fr. chacun et 1.000 fr. en billets de banque, valeurs que je portais sur moi depuis l'arrivée des Allemands, par mesure de précaution. Ensuite, j'ai pu revêtir à nouveau mes vêtements de prêtre. À cette place se trouvaient déjà notre bourgmestre, M. Schnock et M. Even Émile, négociant à Fouches, ces deux derniers avaient été arrêtés dans leurs maisons. De là, nous avons été conduits tous trois jusque Vance; moi on m'avait fait monter sur un chariot contenant des munitions. Mes deux compagnons étaient liés ensemble par les mains et attachés derrière un chariot. Après Vance, j'ai dû marcher sous la conduite de soldats qui me bouscullaient, me donnaient des coups de pied dans la jambe et des coups de poing sur la bouche. Je

devais passer entre deux files de chariots et de soldats, lesquels m'injuriaient de la façon la plus ordurière. Mes deux compagnons avaient alors été déliés. À Genelos-Étalle, nous avons été à nouveau livrés à la risée de la soldatesque. Ensuite nous avons été conduits à Étalle chez Kieffer, où on a délibéré sur notre sort à tous les trois. Even a été relâché. Le bourgmestre Schnock a été condamné à la pendaison; il a été exécuté le jour-même sur la route de Ste-Marie. Quant à moi, j'ai été relâché à la condition d'abandonner à l'armée allemande les 10.000 fr. qu'ils m'avaient volés quelques heures auparavant. J'ai signé contraint par la force et pour échapper à la mort. Ils m'ont alors donné le «pass» qui est au dossier et signé par le Major «Dove», un de nos juges.

Il est bien entendu que ces vexations ne se justifiaient pas par la moindre faute ou la moindre imprudence que nous aurions pu commettre.

Je ne connais pas d'autre nom, que celui du major Dove.

2°) Déposition de Even Émile, 50 ans, négociant, domicilié à Fouches.

Le 23 août 1914, vers 9 heures du matin, des soldats allemands sont venus m'appréhender chez moi et me conduire sur la route d'Arlon à Étalle.

Au carrefour de cette route avec celle de Fouches, se trouvait déjà l'abbé Goedert, curé du village, que les soldats étaient en train de dépouiller complètement de ses vêtements. Dix minutes après moi fut amené le bourgmestre Schnock. On nous chargea tous trois sur une voiture et l'on nous conduisit dans la direction d'Étalle, au milieu des menaces et des vociférations des soldats qui nous conduisaient. Arrivés à Vance, on me fit descendre ainsi que Schnock, et l'on nous attacha par les poignets aux ressorts de la voiture. Arrivés de cette façon à Étalle, nous passâmes le conseil de guerre installé devant la maison Michel Keiffer, au centre du village. Nous subîmes tous les trois un interrogatoire. Le fait d'avoir trouvé chez moi une simple carabine Flobert ne paraissant pas grave, je fus relâché aussitôt.

Schnock avait été maintenu en captivité et environ deux heures après je rencontrai la brute qui nous avait lié par les poignets à la voiture qui nous amenait. Il me déclara que j'avais eu la chance de ne pas être fusillé, et comme je lui demandais des nouvelles de mes compagnons d'infortune, il me répondit: «Le curé est libre, mais le petit — c'était le bourgmestre — il est pendu et fusillé». Ce soldat me servit alors de guide et me conduisit auprès du major Dove, celui qui nous a fait subir l'interrogatoire du conseil de guerre, à l'effet d'obtenir un passeport qui me permettrait de rejoindre mon village. Cet officier m'octroya le dit passeport qui est resté en ma possession jusqu'à ce jour. Je le dépose entre vos mains.

L'abbé Goedert, curé de Fouches en 1914, est actuellement retraité et habite Arlon.

3°) Déposition de Stockis Martin, 65 ans, cultivateur, domicilié à Étalle.

Le dimanche 23 août 1914, je me trouvais dans ma maison. Celle-ci était remplie de soldats allemands.

Par deux fois, un sous-officier qui se trouvait cantonné sur l'aisance communale en face de ma maison, est venu m'y chercher pour me faire voir le supplice infligé à deux

civils que l'on pendait. Le premier était un étranger que je ne connaissais pas. Le second était plutôt petit, correspondant au signalement que l'on m'a fait du sieur Schnock, bourgmestre de Fouches. Tous deux ont été pendus au réverbère du préau qui se dresse à côté de la chapelle St-Antoine. Je ne pourrais vous dire à quelle heure de la journée cela s'est passé, car je n'avais plus à ce moment-là, la notion exacte du temps. C'était sans doute vers le milieu de la journée.

Je ne pourrais vous donner des renseignements de nature à identifier les auteurs de ces crimes.

Vance

Le 14 août, les Allemands entrant dans le village prétendent que les habitants ont fait des signaux aux Français, en enlevant le drapeau qui se trouvait sur l'église. Ils se saisissent de Joseph Monneau qui avait été chargé par le bourgmestre d'enlever ce drapeau et, après un jugement sommaire, le fusillent.

Sainte-Marie - Buzenol

Il résulte des dépositions des témoins qu'entre le 22 et le 26 août 1914, les Allemands ont tué à Ste-Marie huit civils et en ont blessé un grièvement. Une jeune fille a été violée par les soldats; huit maisons ont été incendiées.

Les meurtres ont été commis froidement contre des civils sans armes et demeurés dans leurs habitations, sans défense. Les témoins racontent notamment la mort d'Antoine Badoux. Interrogé par les Allemands sur la présence des soldats français, il avait répondu négativement; quelque temps après, les Allemands, s'étant rencontrés avec une patrouille française, se vengèrent sur Badoux, l'emmenèrent hors de sa demeure et le fusillèrent à Buzenol.

Les circonstances du meurtre de Joseph Lahure et de son fils Julien sont particulièrement dramatiques. Le 22 août 1914, des cavaliers s'arrêtent devant leur maison, tirent des coups de fusil par les portes et fenêtres et comme Lahure se présente sur le pas de la porte ils le percent à coups de baïonnette. Ensuite ils pénètrent à la cave où la famille est réfugiée et où est en train de mourir le blessé; ils violent sa fille et entraînent un de ses fils, qu'ils fusillent à quelque distance de là, après l'avoir horriblement martyrisé.

1°) Déposition assermentée de Saussu Céline, veuve de Moraux Louis, domiciliée à Sainte-Marie.

Le dimanche 23 août 1914, je me trouvais chez mon neveu Edmond Dussard, en compagnie de mon mari, de ma belle-sœur, M^{me} Schuster et de son fils Vital. Nous avions passé la nuit chez Dussard, pour soigner celui-ci qui, la veille, avait reçu deux balles allemandes, l'une au bras, l'autre à la poitrine. Entre sept et huit heures du matin, une troupe de soldats furieux fit irruption dans la maison. Ils menacèrent de nous fusiller, sous prétexte d'avoir tiré sur eux, et pendant qu'une partie d'entre eux mettait le feu dans les combles de la maison, les autres nous expulsaient de l'immeuble, laissant le malheureux Dussard, blessé, étendu sur son matelas. Mais, dès leur sortie, mon mari Louis Moraux et mon neveu Vital Schuster, voyant que l'immeuble flambait déjà, rentrèrent malgré tout et sortirent le blessé par la porte du jardin où ils le déposèrent. Les Allemands, devenus plus furieux encore, s'emparèrent de mon mari et de mon neveu et les pous-

sèrent devant eux jusqu'aux abords de la Semois, à un quart d'heure environ de chez nous. Nous les suivîmes un certain temps, mais les menaces des soldats nous firent rebrousser chemin. C'est vers neuf heures du matin qu'ils les fusillèrent là où ils les avaient conduits. Les deux cadavres ont été retrouvés au même endroit et enterrés au cimetière de Sainte-Marie deux jours après.

Je ne saurais vous donner de renseignements sur l'identité des soldats qui ont commis ces crimes.

2°) Déposition assermentée de Sosset Monique, veuve de Badoux Antoine, domiciliée à Croix-Rouge, commune de Sainte-Marie.

Le vendredi 21 août 1914, vers neuf heures du matin, mon mari sortait de la maison, quand cinq uhlands l'accostèrent et lui demandèrent s'il n'y avait pas d'ennemis dans les environs. Sur sa réponse négative, les uhlands continuèrent leur chemin et mon mari rentra chez nous. À peine la patrouille allemande avait-elle fait deux cents mètres, que des Français cachés dans le bois qui longe la route tiraient sur elle. Les uhlands se retirèrent dans la direction de la ferme de Huombois, et une heure environ après, revinrent à la maison demander à boire. Mon mari les servit, et déjà en ce moment un soldat lui montra le doigt, en signe de menace. Ils sortirent et revinrent ensuite vers une heure de l'après-midi. Ils nous enlevèrent, mon mari, ma fille Louise et moi, et nous conduisirent prisonniers dans la salle d'école du village de Buzenol. Là ils accusèrent mon mari d'avoir tiré sur eux. Nous nous défendîmes comme nous pûmes, mais il n'y eut rien à faire. Une heure environ après, ils vinrent enlever mon mari qui nous fit ses adieux et, après lui avoir lié les mains sur le dos, ils le conduisirent près de l'église du village et le fusillèrent contre le mur de celle-ci. J'ai très bien entendu de la salle d'école, les quatre coups de feu de la salve d'exécution.

Le même jour notre maison a été incendiée, mais le crime a été commis après notre enlèvement.

3°) Déposition assermentée de Legendre Marie Victoire, veuve de Lahure Joseph, domiciliée à Bellefontaine.

Je ne me trouvais pas chez moi, à la gare de Sainte-Marie, le jour où les Allemands ont tué mon mari; mais voici comment ma fille Laurentine, aujourd'hui morte, m'a raconté la scène. Le samedi 22 août 1914, vers neuf heures et demie du matin, une patrouille de quelques soldats allemands mit pied à terre devant la maison. Immédiatement, ils se mirent à tirer à travers portes et fenêtres, et mon mari se réfugia à la cave avec nos trois enfants, Laurentine, âgée alors de dix-huit ans, Julien et René. À peine y étaient-ils, que les Allemands vinrent les héler sur le seuil de la maison. Mon mari remonta aussitôt, et à peine se fût-il présenté, que les soldats lui percèrent la poitrine d'un coup de baïonnette. Il revint à la cave auprès des enfants, s'affala dans un coin, la tête appuyée sur le bras et ne tarda pas à expirer. Au même instant, les brutes venaient rejoindre mes enfants à la cave, et l'un d'eux violait ma fille Laurentine, pendant que d'autres mettaient le feu à la maison. Ma fille parvint cependant à en sortir avec ses plus jeunes frères et à se réfugier près de notre chien, dont la méchanceté les sauva. Après l'incendie, avant de quitter les lieux, ma fille voulut se rendre compte de ce qu'était devenu le corps de son père; il était toujours étendu à la cave.

De ces terribles choses, ma fille resta malade du cerveau, et le 15 septembre 1917, elle se noya dans la Semois à Breuvanne.

Mon fils Julien fut lui-même emmené le 23 août 1914, à Étalle, où les Allemands le fusillèrent.

Je ne connais aucun renseignement sur l'identité des coupables.

4°) Déposition assermentée de Stiernon François, marchand de bois, domicilié à Sainte-Marie.

Le samedi 22 août 1914, vers neuf heures du matin, je me trouvais à la fenêtre de ma maison, quand j'ai vu des soldats allemands tenter d'enfoncer la porte de la maison Lahure. À un moment donné, cette porte s'est ouverte et j'ai vu un soldat donner un coup de baïonnette à l'intérieur. Les Allemands pénétrèrent dans la maison qui, quelques instants après, flamba. L'un des soldats revint alors chez moi; sa baïonnette était encore rouge de sang. Il m'expliqua qu'il avait transpercé Lahure parce que celui-ci s'était dissimulé derrière la porte en la leur ouvrant et qu'il voulait tirer sur eux.

Le dimanche 23 août 1914, vers six heures du matin, des soldats allemands vinrent nous enlever: Adnet Adelin, Stiernon Eugène, Lahure Julien et moi et nous conduisirent au lieu-dit «au haut dessus» sur la route de Tintigny à environ 1 kilomètre de chez nous. Ils nous conduisaient, disaient-ils, au devant des lignes françaises pour empêcher celles-ci de tirer. Apprenant, paraît-il, que les Français venaient de reculer, ils nous firent faire demi-tour, et après nous avoir lié les mains sur le dos, ils nous poussèrent dans la direction d'Étalle. À ce moment-là, commença le martyre du petit Lahure Julien. Ce malheureux avait le veston taché du sang de son père qui avait expiré près de lui, transpercé par une baïonnette allemande, et ces brutes l'accusaient d'avoir tué un dragon allemand. Il fut bourré de coups de crosse et de pied depuis le point de départ jusqu'au village d'Étalle. Il souffrait tellement, qu'avant d'arriver à la gare de Sainte-Marie, il nous demandait d'intercéder auprès des Allemands pour qu'ils l'achèvent. À mi-chemin de Sainte-Marie à Étalle et à l'entrée de ce dernier village, il fut à nouveau roué de coups. Finalement on le traîna devant un officier allemand. Celui-ci l'interrogea, en face à peu près de la maison du notaire Gérard, et après qu'un soldat allemand eût déposé, le malheureux Lahure fut entraîné dans la direction de la chapelle de Saint-Antoine. Cinq minutes après, un des soldats qui l'avait accompagné est venu nous dire qu'il était déjà tué.

Je ne saurais vous donner de renseignements sur l'identité des coupables.

Houdemont

Les 23 et 24 août 1914, les Allemands ont fusillé à Houdemont onze habitants. Ils ont incendié 68 maisons et livré le village à un pillage systématique.

C'est à des habitants terrorisés et qui fuyaient, que les soldats allemands se sont attaqués, toujours sous le vain prétexte qu'on avait tiré sur eux. Le témoin Bodeux Antoinette, veuve d'une des victimes, raconte la scène horrible à laquelle elle dut assister:

Déposition assermentée de Bodeux Antoinette, domiciliée à Houdemont.

«Le lundi 24 août 1914, dans l'après-midi, après diverses alternatives, nous nous sommes sauvés de la maison pour éviter la furie des Allemands. Mon mari, Émile Rossignon, et mes enfants s'étaient sauvés les premiers et, comme je sortais à mon tour par le jardin, je fus appréhendée par des soldats allemands qui commencèrent à me faire subir un vrai martyre. Mon mari voulut revenir sur ses pas pour me porter secours; mais au moment où il voulait franchir la haie du jardin, il fut frappé par deux soldats et renversé à coups de crosse. Je fus alors conduite près de la fontaine, au milieu du village, où je subis force coups de poing et coups de crosse. Par quatre fois au moins, je fus mise en joue et même ligottée pour être jetée dans le brasier de la maison du bourgmestre Lemaire qui flambait à ce moment. Les bandits prétendaient que de notre cave, j'avais tué un soldat allemand. Mon mari fut ensuite amené dans un état pitoyable, et après lui avoir donné également force coups de toute nature, et lui avoir enlevé sa montre et son argent, ils le tuèrent à bout portant de deux coups de fusil dans la poitrine. Les monstres m'avaient obligé à les regarder commettre ce crime, et comme, au premier coup, j'avais instinctivement baissé la tête, je reçus un coup de crosse terrible en plein front. Avant que mon mari ne fût fusillé, les brutes avaient amené au même endroit le secrétaire Lemaire Émile, dont une partie de la tête était déjà décalottée, ainsi que mon neveu Rossignon René, Jacquet Isidore, Guillaume Eugène et Antoine Édouard. Tous ont été tués sur place pendant que nous étions en captivité à l'école de filles.

Je ne saurais vous donner de renseignements sur l'identité des coupables.»

Il semble résulter des dires du témoin Justin Thiry, curé à Houdemont, que les habitants avaient été avertis, dès la veille, qu'ils seraient soumis à un massacre systématique. Un grand nombre d'entre eux échappèrent à leur sort en se réfugiant dans les bois.

St-Vincent

Le 22 août 1914, le village a été soumis au bombardement pendant une rencontre de troupes allemandes et françaises. Quant les Allemands traversèrent le village le 22 août 1914, ils brûlèrent volontairement seize maisons et torturèrent la population, quoique celle-ci fut inoffensive. Un homme fut tué sur place; six autres, enlevés à leur famille, furent joints aux malheureuses victimes de Rossignol et fusillés à Arlon.

Anlier

Du 20 au 21 août 1914, le village a été livré au pillage. Deux hommes d'Anlier pris par les Allemands, ont été fusillés au village de Léglise.

Bellefontaine

Un habitant a été fusillé parmi les victimes de Tintigny. Le 22 août, 6 maisons ont été incendiées et l'une fut complètement pillée.

Rulles, Habay-la-Neuve et Habay-la-Vieille

Deux habitants de Rulles et de Habay-la-Neuve ont été tués, sans que l'on connaisse les circonstances de leur mort. À Rulles, 28 maisons ont été incendiées.

Les hécatombes humaines et les atrocités dont les communes du canton d'Étalle furent le théâtre ont fait l'objet de nombreuses enquêtes et de rapports multiples. Des

centaines de témoins furent entendus par les magistrats qui dirigèrent ces instructions. À titre d'indication, on trouvera ci-après le relevé des pièces qui ont été transmises à la Commission d'enquête pour l'établissement du présent rapport.

Enquête relative aux faits dont le canton d'Étalle fut le théâtre. Nomenclature des pièces d'enquête.

1. — Commune d'Étalle:

a) Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Audition du bourgmestre et du secrétaire communal. 45 dépositions de témoins.

b) Procès-verbal d'enquête du juge d'instruction d'Arlon. 3 auditions de témoins.

c) Rapport sur la pendaison du vicaire Pierret. Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle, 6 témoins. Procès-verbal d'enquête du juge d'instruction d'Arlon.

2. — Commune de Rossignol:

a) Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Audition des bourgmestre, échevins et secrétaire communal.

b) Procès-verbal d'enquête du juge d'instruction d'Arlon. Dépositions de 20 témoins.

c) Jugement du tribunal d'Arlon pour tenir lieu d'acte de décès d'habitants de Rossignol fusillés à Arlon.

3. — Commune de Tintigny:

a) Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Dépositions du secrétaire communal et d'un échevin. — Dépositions de 26 témoins.

b) Procès-verbal d'enquête du juge d'instruction d'Arlon. Dépositions de 4 témoins.

4. — Commune de Fouches:

a) Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Dépositions de 4 témoins.

b) Procès-verbal d'enquête du juge d'instruction d'Arlon. Dépositions de 4 témoins.

5. — Commune de Vance:

a) Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Dépositions du secrétaire communal, d'un échevin et de 7 témoins.

b) Procès-verbal d'enquête du juge d'instruction d'Arlon. Dépositions de 5 témoins.

6. — Commune de Buzenol:

a) Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Dépositions du bourgmestre et du secrétaire communal.

b) Procès-verbal d'enquête du juge d'instruction d'Arlon. Dépositions de 2 témoins.

7. — Commune de Ste-Marie:

a) Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Dépositions du secrétaire communal, d'un conseiller communal et de 31 témoins.

b) Procès-verbal d'enquête du juge d'instruction d'Arlon. Dépositions du secrétaire communal et de 4 témoins.

8. — Commune de Houdemont:

a) Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Dépositions du bourgmestre, du secrétaire communal et de 18 témoins.

b) Procès-verbal d'enquête du juge d'instruction

d'Arlon. Dépositions du curé J. Thiry et d'un témoin.

9. — Commune de St-Vincent:

a) Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Dépositions du bourgmestre, du secrétaire communal et de 19 témoins.

10. — Commune de Anlier:

Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Dépositions du bourgmestre, du secrétaire communal et de 5 témoins.

11. — Commune de Bellefontaine:

Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Dépositions du secrétaire communal, de l'instituteur et de 3 témoins.

12. — Communes de Rulles, Habay-la-Neuve, Habay-la-Vieille:

a) Procès-verbal d'enquête du juge de paix d'Étalle. Dépositions des bourgmestre, secrétaire communal et curé de Rulles.

b) Procès-verbal d'enquête du juge d'instruction d'Arlon. Déposition d'un témoin de Habay-la-Neuve.

c) Rapport de la Gendarmerie de Habay-la-Neuve (Compagnie d'Arlon).

CANTON DE FLORENVILLE

Les communes de ce canton, voisines du théâtre de la bataille de Virton entre troupes françaises et allemandes, subirent le contrecoup de ce fait de guerre. Les soldats allemands qui pénétrèrent le 24 août dans les villages de Les Bulles, Jamoigne et surtout à Izel, firent preuve d'une surexcitation et d'une brutalité féroces. Une trentaine de civils absolument paisibles furent tués et 225 immeubles furent incendiés. Il est à noter que les villages d'Izel et Jamoigne avaient une première fois été en butte aux vexations de uhlans le 17 août 1914, parce que le drapeau belge qui flottait au clocher de l'église, suivant les ordres du gouverneur de la province du Luxembourg, avait été considéré par les Allemands comme étant un signal aux troupes alliées.

Izel

Dans cette commune, 168 maisons furent incendiées, 21 habitants furent fusillés. Les Allemands y commirent leurs premiers crimes le 17 août. Une troupe de uhlans incendia à cette date le presbytère, en donnant comme raison, que le drapeau belge hissé sur la tour de l'église était un signal. Sous prétexte d'espionnage, ils s'emparèrent de deux jeunes gens, Pintekot Ernest et Gérard Élisée, les attachèrent à leurs chevaux et les conduisirent au lieu-dit «le Fayelle» où ils les fusillèrent. On ignore si ces jeunes gens furent soumis à un interrogatoire. Le curé, M. l'Abbé Schlesch, et son vicaire furent arrêtés et entraînés à Tintigny. Ils ne furent relâchés que le surlendemain, après avoir été fort maltraités.

Le 23 août 1914, des combats assez vifs, mais courts, avaient eu lieu dans la plaine aux environs d'Izel, sans que

la population se fut mêlée en rien à ces événements militaires; toutes les armes appartenant aux habitants de la commune avaient été remises et furent brisées sous les yeux des uhlans le 17. Malgré cela, les troupes allemandes en passant dans le hameau de Noyen fusillèrent aux abords de leurs habitations 7 personnes innocentes. En passant dans le village même, elles enlevèrent 8 personnes qu'elles conduisirent au lieu-dit «La Terme» dans une autre section du village et les passèrent par les armes.

Trois d'entre ces huit habitants avaient été enlevés à l'installation de la Croix-Rouge d'Izel où ils soignaient des blessés! Continuant leur route, dans la section de la commune d'Izel, nommée Pin, les Allemands fusillèrent au passage, sans motif, aux abords de leur habitation 4 nouvelles victimes.

168 maisons, c'est-à-dire une grande partie du village fut détruite par le feu. Une femme atteinte d'aliénation mentale, Joséphine Rion, fut retrouvée carbonisée dans les décombres de sa maison.

Les témoins rapportent de plus le meurtre d'un blessé français.

Pendant cette journée, beaucoup de maisons furent pillées. Les habitants qui échappèrent à la mort furent constamment menacés d'être fusillés.

Voir ci-après la déposition de Schlesch Frédéric, curé d'Izel, et celle de Debatty Jules.

1°) *Déposition de Schlesch Frédéric, 58 ans, curé à Izel.*

Le 17 août, un jeune officier vint me chercher à la cure, ainsi que mon vicaire. Il m'envoya chez son capitaine, qui se trouvait sur la route. Celui-ci, en état d'ivresse, m'abreuva d'injures et me reprocha la présence du drapeau belge sur la tour de mon église. Il me força à assister à l'incendie de mon presbytère. Malgré les explications du notaire Jeanty, correspondant aux miennes, on nous emmena, mon vicaire et moi, entre les uhlans. Nous gagnâmes Jamoigne et rencontrâmes chemin faisant notre confrère de Jamoigne, l'abbé Tillère, l'abbé Lucas et quinze civils de Jamoigne, tous prisonniers. Nous vîmes sur la route aux environs de Fayel, les cadavres des jeunes gens de Pin fusillés. On nous emmena tous à Tintigny, où nous passâmes la nuit la corde au cou, les pieds au mur, avec défense expresse de chercher un appui et de s'adresser la parole les uns aux autres. Après le souper des officiers, nous comparûmes devant un conseil de guerre. Un officier brutal tachait de nous effrayer en frappant la table de sa cravache. Il nous demandait la raison de la présence du drapeau belge sur la tour de l'église. La matinée du 18 août, nous la passâmes assis, la tête sur la muraille, dans la maison de M. Moulin Adolphe. L'après-midi, nous partîmes vers Ste-Marie, où on nous garda dans le château de M. de Huart jusqu'au soir. Là des conciliabules d'officiers semblaient se tenir à notre sujet. Des soldats nous mettaient en joue de temps en temps. Puis nous partîmes vers Vance, où sur la route, assis le long d'un fossé, nous passâmes la nuit parmi le froid et le brouillard. Nous passâmes la matinée du 19 au même endroit. Malgré nos instances, on nous refusait toute nourriture et boisson. On finit par nous apporter une cruche d'eau de marais. Un Alsacien prit finalement sur lui de nous faire servir du riz et un peu de viande. Vers une heure, la colonne s'ébranla; bientôt ordre fut donné aux gardiens des prisonniers de laisser passer toute la troupe. Un sous-officier nous comman-

da de gravir le talus; nous croyions notre dernière heure venue. Mais au lieu de nous fusiller, on nous déclara que nous étions libres.

Un officier allemand nous rendit notre argent et, à ma demande, il nous délivra un sauf-conduit pour retourner chez nous.

Quand nous avions rencontré près de Fayel, les jeunes gens fusillés de Pin, un officier nous dit en nous montrant les cadavres: «Voilà votre œuvre, si vous n'aviez pas appris à ces jeunes gens à tirer, à espionner, ils n'auraient pas eu ce sort».

2°) *Déposition de Debatty Jules, cultivateur à Izel.*

Le 24 août, après m'être caché dans une citerne de Lucien Taillefer, je m'étais rendu chez Lucien Delmassul. Les troupes ennemies passèrent. Un sous-officier m'appréhenda: «Allez, dit-il, venez à la guerre avec nous» et de force il me fit entrer dans les rangs. On me conduisit vers Pin. En arrivant dans cette section, je vis les ennemis s'emparer de Joseph Ponsart, lui asséner des coups de crosse, de pied et de poing et le forcer à nous suivre. Nous étions alors au nombre de cinq: mon frère Émile, Lucien Delmassul, Schockert Pierre, Joseph Ponsart et moi. En passant devant l'aubette du garde-barrière de Pin qui brûlait, les soldats insultèrent le portait du roi des Belges, qu'ils avaient placé contre un mur extérieur. Quand nous arrivâmes au lieu-dit «La Terme», un chef allemand causa avec un autre chef. On nous fit ôter nos souliers; on prétendit que c'étaient des chaussures d'infanterie française. Des soldats s'approchaient de nous, frappaient dans la figure le plus qu'ils pouvaient. À ce moment, M. et M^{me} Grégoire passèrent sur la route. Un sous-officier appréhenda brutalement M^{me} Grégoire et lui dit: «E.. moi le camp chez toi». Elle s'éloigna en pleurant. Un soldat remonta vers le passage à niveau et il en redescendit accompagné de 18 hommes, baïonnette au canon. Chacun de ces hommes prend sous sa garde l'un de nous; nous étions neuf en ce moment; d'autres étaient venus nous rejoindre. On nous fait marcher un à un vers la ferme-scierie de la Terme. Un sous-officier nous oblige à nous mettre en ligne; il recule de plusieurs pas, tend le bras, hurle et commande le feu: on tire, on tire! Mon frère se sauve parmi les coups de feu; il réussit à faire environ 200 mètres et tombe frappé à mort. Mes voisins Émile Frock et Schockert Pierre tombent à leur tour. Je me laisse choir sur le treillis de la haie. Je fais le mort de mon mieux. Bientôt les Allemands incendient la ferme. Des feuilles brillantes tombent autour de moi et j'ai l'impression que je vais être calciné. Les soldats reviennent vers leurs victimes par deux fois. Eux qui ont tiré un feu de salve à 3 ou 4 mètres, ils recommencent à décharger leurs revolvers à bout portant. Ils achèvent tous ceux qui gémissent encore. Puis ils vont tuer des poules, puis ils reviennent et retirent encore sur nous. Je sens la botte de l'un d'eux frôler ma jambe. Quand enfin ils se sont éloignés définitivement, j'aperçois la cervelle ensanglantée de Schockert. Mon autre voisin Émile Frock avait la mâchoire fracassée; Grégoire avait le bras droit tout déchiré par une baïonnette. À un moment donné, j'avais entendu un soldat qui venait marteler la tête de Schockert. Je m'enfuis vers midi avec l'idée de gagner la France. Je rencontrerai le cadavre de mon frère, je me cachai dans des javelles de grain, apercevant partout des troupes. Plus tard, je réussis à gagner la ferme des Roses, j'étais sauvé.

Jamoigne

Le curé de cette commune, M. l'abbé Tillère fut appréhendé le 17 août dans les mêmes conditions que son confrère d'Izel, parce que le drapeau belge flottait sur la tour de l'église. Le presbytère fut incendié et le curé, ainsi que quelques notabilités de la commune furent conduits à Tintigny et relâchés le surlendemain, après avoir été malmenés cruellement pendant 2 longues journées.

Plus tard, au passage des troupes allemandes du 24 août, des pillages furent commis dans différentes maisons de Jamoigne et 23 immeubles furent incendiés.

3 habitants, qui voulaient se sauver de leur maison en flammes, furent tués à coups de fusil; ce sont le père, et le fils Constant, et une jeune femme Marie-Émilie Delehaut. Un habitant de la commune fut tué à Izel où il s'était réfugié.

Déposition de Tillère Pierre-Louis, 63 ans, curé de Jamoigne.

Le 17 août 1914, sortant du lazaret établi au pensionnat des Sœurs de la Providence où j'avais porté les fruits de mon jardin aux blessés, je fus interpellé de «schwein» par un jeune soldat, appréhendé et conduit vers un officiel supérieur, qui commandait le régiment à l'entrée du village. Là, dans des termes des plus grossiers, il me fut reproché d'avoir arboré le drapeau national à la tour de mon église. On ne voulut admettre aucune explication. On me fit prisonnier, ainsi que mon frère l'abbé Tillère. «Pour l'exemple, on va brûler la maison; à la guerre les innocents paient souvent pour les coupables». On brûla mon presbytère dont il n'est rien resté. Ce qui m'a été le plus sensible dans cet incendie, c'est la perte de ma bibliothèque, dans laquelle se trouvaient toutes les archives, recherches historiques et documents originaux collectionnés par mon frère, historien de l'abbaye d'Orval. On nous conduisit vers Tintigny et le soir nous comparûmes devant un conseil de guerre de cinq officiers. À mon entrée, ils me mirent tous les cinq le revolver sur la poitrine en vociférant comme des sauvages. L'officier qui faisait office de ministère public jouait de sa cravache tout en m'interrogeant, me traitant de «Schwein». Il s'oublia même jusqu'à me cravacher en plein visage. «Oh, fils, lui dis-je, à un prêtre de mon âge!» Ton âge, n'est rien, répondit-il; mais le président du conseil sembla le blâmer. Comme l'homme à la cravache me traitait de menteur, «un curé belge ne ment pas, lui dis-je». Sur ces mots, l'interrogatoire cessa brusquement.

La nuit, les soldats nous menaçaient de leurs fusils, de la lance, de leur revolver. Le lendemain, nous fûmes conduits au château de Ste-Marie, où nous fûmes soumis à mille vexations. De là, on nous conduisit vers Saupton. La deuxième nuit fut plus cruelle encore que la première. On nous avait séparés et des monstres s'amusaient à tirer dans nos environs des coups de fusil et à venir nous annoncer que tel ou tel de nos compagnons avait passé de vie à trépas.

Les Bulles

Les Allemands entrent à Les Bulles le 24 août, et sous prétexte «qu'on avait tiré», se saisirent de deux jeunes gens, les conduisent sous le portail de l'église et les fusillent.

Sous le même prétexte, les soldats incendient l'église et

34 maisons.

D'autre part, un soldat met à mort sans motif un jeune homme de la localité.

Des témoins rapportent en outre que deux blessés français ont été achevés en leur présence.

Florenville

Les Allemands sont arrivés à Florenville le 24 août. Un habitant a été retrouvé le lendemain, la tête fracassée par les balles; mais on ne connaît pas les détails de sa mort.

Villers-devant-Orval

À leur passage dans cette commune, en août 1914, des soldats allemands assassinèrent sans motif deux femmes, dont l'une à coups de lance. Quatre maisons furent incendiées.

Chassepierre

Les Allemands entrèrent à Chassepierre le 25 août 1914 et incendièrent une maison. Sans aucun motif, ils tirèrent sur des habitants qui se trouvaient dans la campagne, en tuèrent deux et en blessèrent un troisième.

CANTON DE MESSANCY

Les habitants de ce canton ont eu à subir le contre-coup des engagements entre la troupe allemande et l'armée française, des 20 août et jours suivants. Il semble, notamment pour le village de Rochecourt, que les violences allemandes sont dues à une grande surexcitation; le massacre de civils inoffensifs, réquisitionnés pour le service de la Croix-Rouge, paraît inexplicable, exécuté par des hommes de sang-froid.

Halanzy

Un habitant de la commune, Bastin Alexis, âgé de 59 ans, fut obligé, le 22 août 1914, d'accompagner des troupes allemandes, afin de leur indiquer la route vers le front de Longwy. Bastin mourut à l'hôpital de Mont-St-Martin, des suites d'une blessure qu'il avait reçue au cours de cette expédition et provoquée, selon toute probabilité, par une balle française.

Rachecourt

Le 22 août 1914, des cultivateurs de cette commune, réquisitionnés avec des équipages par le bourgmestre et sur l'ordre d'un officier allemand appartenant au service de la Croix-Rouge, se dirigèrent vers les territoires de la commune de Baranzy, où s'était déroulée une partie de la bataille du 20 août et des jours suivants entre les troupes allemandes et françaises. Ils étaient porteurs des insignes nécessaires et accompagnés de deux soldats allemands. Ces hommes furent attaqués dans le village de Baranzy par des uhlans, alors que la bataille était terminée et qu'il n'y avait plus de Français dans le village. Ils furent maltraités par des officiers allemands. Les témoins rapportent la mort de six d'entre eux; un septième fut blessé d'un coup de pistolet tiré à bout portant; d'autres hommes furent blessés plus ou moins grièvement.

La relation de ces événements, faite par deux des cultivateurs réquisitionnés, est reproduite ci-après; cette relation est confirmée par les dépositions des autres témoins entendus par le juge de paix de Messancy.

1°) Déposition de Bodaux Émile, cultivateur à Rachecourt.

C'est le 22 août, vers 5 heures du matin, que je partis avec la voiture pour aller relever les blessés. Par un fort brouillard, nous prenons la route de Musson, encombrée de canons, camions, etc., jusqu'au bois Perteau où nous rejoignons la Croix-rouge allemande. Après nous être cachés plusieurs fois dans le bois pour nous garantir des balles, nous descendons la vallée du côté de Halanzy pour arriver à la chapelle de Musson, vers 10 heures. Là les soldats allemands viennent me montrer un homme, vieillard à cheveux blancs, percé d'un coup de baïonnette (pour avoir, disent-ils, tiré sur les soldats). Bientôt nous remontons la vallée du Lua, où les Allemands établissent des tentes. Les brancardiers ramènent bientôt une trentaine de blessés, qui sont soignés et étendus sur la paille. J'ai pu voir Musson en feu, les femmes et les enfants en pleurs, gardés par des sentinelles. Après plusieurs refus du médecin, je rentre à Rachecourt. L'après-midi, nouveau départ, avec les autres voituriers et une trentaine d'hommes nous accompagnant. On nous envoie à Baranzy, où doit se trouver une Croix-Rouge. À peine entrés au village, les coups de feu crépitent, chacun se met à l'abri derrière les pans de mur calcinés et nous devons abandonner les chevaux au milieu de la route. À ce moment, un de nous se trouve blessé à la main et au bras; nous avançons pour être à l'abri derrière la maison Olivier Camille, où les chefs commencent à nous mettre le revolver au front et nous injuriant, toujours sous la menace des chefs. Je tâche de décider mes compagnons à retourner à Rachecourt; mais devant la maison du maréchal, nous retrouvons trois des nôtres tués: Bailleux Arnold, blessé à la poitrine et déjà pansé, quand tout à coup Alexis Kezenmeyer sort d'une maison en feu et veut monter sur nos voitures; mais une cinquantaine de cavaliers barrent la route; un soldat le met en joue et le force à descendre; les chefs hurlent et le menacent avec leurs revolvers, il demande grâce. À ce moment, arrive un chef qui lui tire un coup de feu dans le dos. Il fit un soubresaut mais ne tomba pas. Nouveaux coups de revolvers et il s'abat dans un dernier râle. Nous rentrons à Rachecourt après beaucoup de rencontres désagréables.

2°) Déposition de Kergenmeyer Jean, 27 ans, cultivateur à Rachecourt.

Le 22 août, j'ai été également réquisitionné pour aller avec mon attelage charger des blessés à Baranzy,

Sur le territoire de Musson, j'ai, avec Bailleux Alfred, relevé quatre soldats allemands tués. Un soldat avec brassard (Croix-Rouge) était avec nous. Pendant ce temps, les cultivateurs à Rachecourt étaient partis sur Baranzy.

Je conduis mon attelage vers Musson. À la sortie du village près de la maison Bourbancourt, là le soldat nous dit de nous cacher et de nous mettre à l'abri derrière un mur. À ce moment, nous entendions la fusillade des uhlands sur Baranzy.

Dans notre cachette, nous avons vu Bailleux Arnold venir de Baranzy; il était blessé à l'épaule gauche. Arnold Bailleux nous a rejoints près du mur et le soldat lui a fait un pansement. Sur ces entrefaites arrive de Baranzy Jules Lefort avec son attelage; notre soldat l'a fait passer le premier et dit à Bailleux Arnold de monter sur le chariot. À ce moment encore arrive Bailleux Léopold avec son attelage.

À trois voituriers, nous partons pour Baranzy sous les ordres du soldat ambulancier.

Dans le village de Baranzy, près de la maison Olivier, nous trouvons 4 cadavres de civils étendus dans le filet d'eau. C'étaient les corps de Marcel Henri, Devaux Hennan, Léon Filtz et Albert Mathieu. Ces 4 jeunes gens de Rachecourt avaient été réquisitionnés pour le service de la Croix-Rouge et portaient un brassard (Croix de Genève).

Nous avons fait halte une minute et à ce moment, un officier allemand s'est approché du chariot Lefort et a arraché Bailleux Arnold de la botte de paille, où il était assis, par les deux jambes et l'a jeté en bas, du chariot et il a tiré 5 coups de revolver. Bailleux est mort sur le coup.

Pour éviter le corps de Bailleux Arnold, je tire mes chevaux et je vois à ce moment, sans savoir d'où il était venu, tuer mon frère Alexis par un groupe composé d'un officier, d'un gendarme portant sa plaque et deux autres officiers.

Mon frère accompagnait une autre voiture.

Au moment d'être tué, mon frère Alexis criait grâce et levait les bras en signe d'impuissance.

Nous avons dû continuer la route et abandonner nos frères et camarades sur la route. Nous sommes allés stationner avec nos voitures sur la route de Baranzy à Gennevaux, où nous avons passé la nuit.

Vers 4 heures du matin, un officier est venu donner des ordres. Jules Lefort est parti avec sa voiture, tandis que l'officier m'a mis deux soldats, avec baïonnette au canon, comme sentinelles sur les deux côtés de ma voiture. Ces deux soldats m'ont fait décharger tout seul les 4 cadavres allemands que j'avais sur ma voiture. L'officier revient alors et me délivre un laissez-passer.

Passant par Baranzy, je vois les cadavres des jeunes gens de Rachecourt; je veux ramasser mon frère et aussitôt un soldat décharge son fusil sur moi. La balle a passé à un mètre.

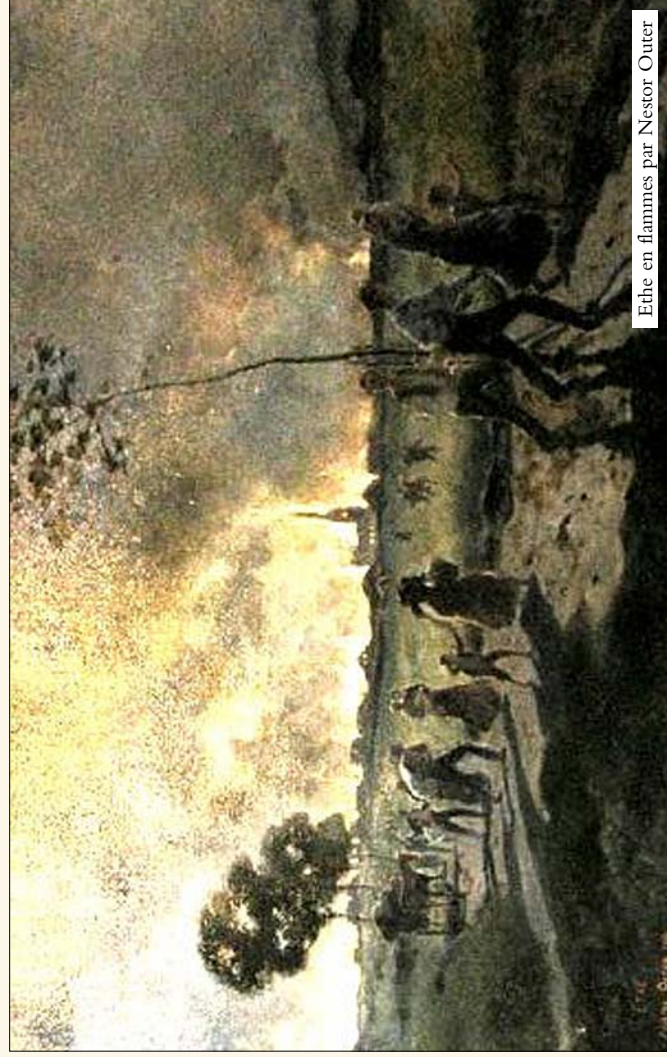
Je lève mon bras en exhibant mon laissez-passer; le soldat s'approche, me demande ce que je voulais faire. Il m'a chassé.

Je pars avec ma voiture pour Rachecourt.

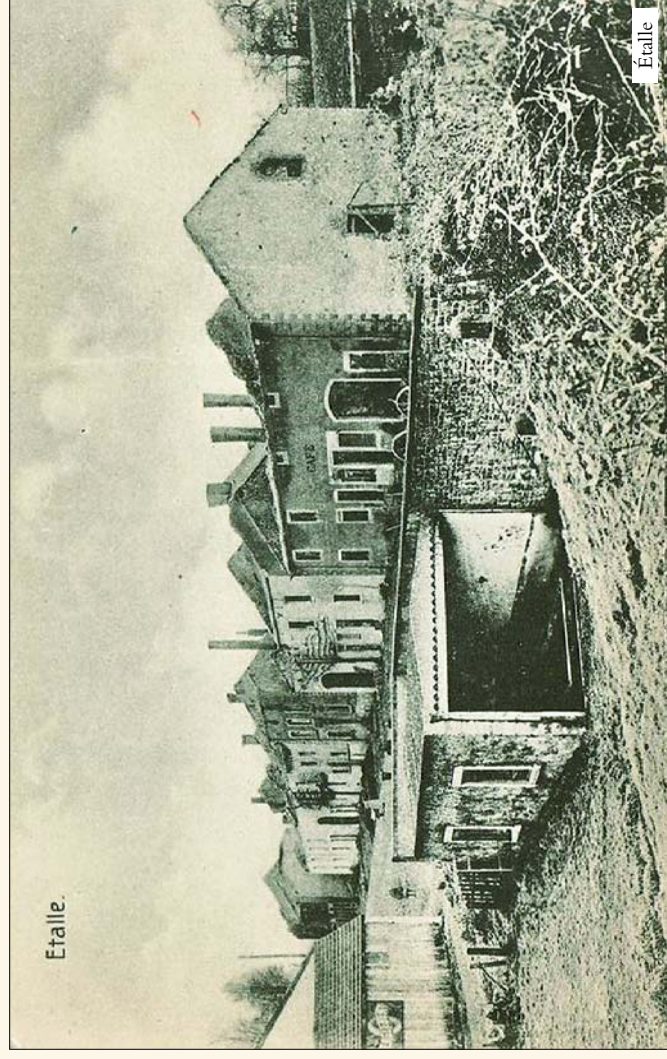
Dans l'après-midi, après avoir d'abord refusé, le commandant m'a délivré un laissez-passer pour aller chercher les corps des tués. J'ai ramené moi-même les corps de mon frère, de Mathieu Albert et de Bailleux Arnold; les trois autres n'ont été ramenés que le lendemain.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Canton d'Arlon	7
Arlon	7
Robelmont, Termes, Suarez, Heinsch, Freylange . .	13
Canton de Virton	13
Ethe	13
Latour	14
Mussy-la-Ville	15
Musson (Baranzy)	15
Bleid (Gomery)	16
Ruelle, Dampicourt, St-Mard, Meix-devant-Virton	18
Canton d'Étalle	18
Étalle	19
Rossignol	20
Tintigny	21
Fouches	24
Vance	25
Sainte-Marie - Buzenol	25
Houdemont	26
St-Vincent	26
Anlier	26
Bellefontaine	26
Rulles, Habay-la-Neuve et Habay-la-Vieille	26
Canton de Florenville	27
Izel	27
Jamoigne	27
Les Bulles	29
Florenville	29
Villers-devant-Orval	29
Chassepierre	29
Canton de Messancy	29
Halanzy	29
Rachecourt	29

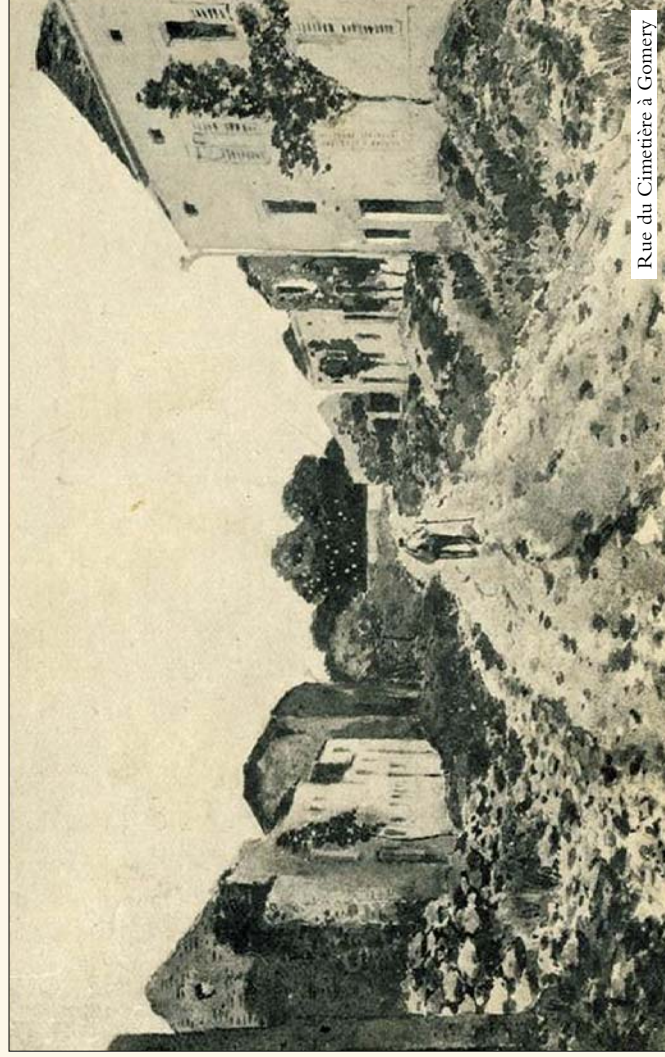


Ethe en flammes par Nestor Outer

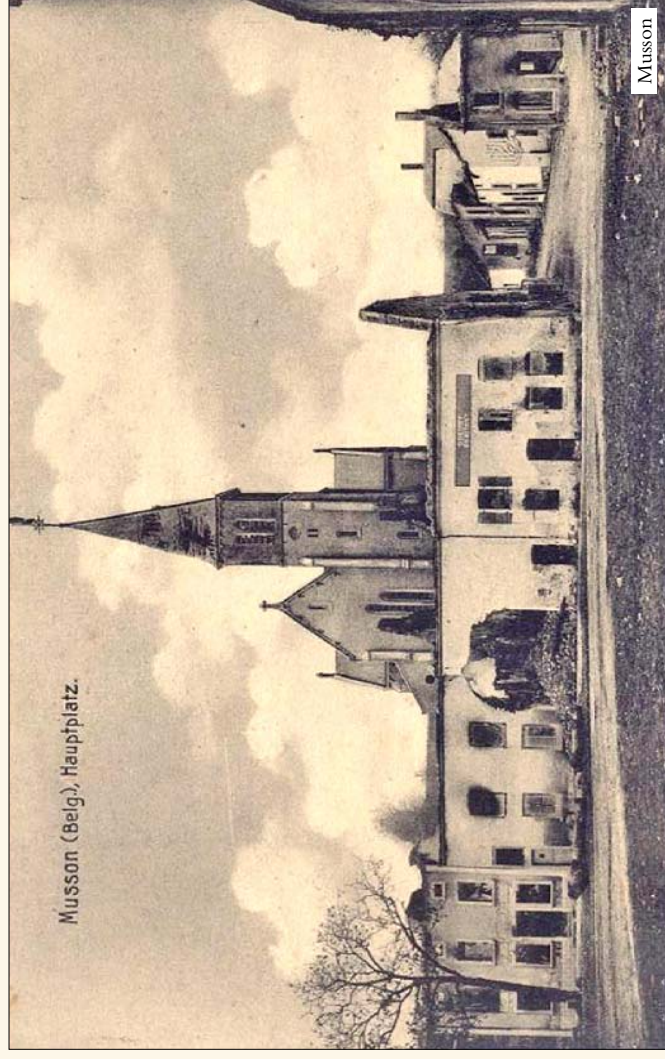


Étalle.

Étalle



Rue du Cimetière à Gomery



Musson (Belg.), Hauptplatz.

Musson